

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
{ Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

- 5 juillet — Ordonnance portant organisation de la gendarmerie nationale et de la garde, et annulant notamment l'acte dit « ordonnance du 6 décembre 1942 », relatif au commandement et au statut de la gendarmerie en Afrique française (Articles 1, 2 et 3). (*Arrêté de promulgation* N° 34 Cab. du 19 janvier 1945) 52
- 29 novembre — Ordonnance concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés. (*Arrêté de promulgation* N° 35 Cab. du 19 janvier 1945). 53
- 30 novembre — Décret qui :
1^o — fixe les conditions d'importation en France et dans les territoires français d'outre-mer des marchandises étrangères, ainsi que les conditions d'exportation et de réexportation des marchandises hors de France et des territoires d'outre-mer à destination de l'étranger;
2^o — établit certaines formalités au point de vue des échanges entre la France et les territoires français d'outre-mer;
3^o — abroge notamment les actes dits « décret et les deux arrêtés interministériels du 9 avril 1940 » relatifs au contrôle des exportations françaises vers les pays neutres ainsi que l'acte dit

« arrêté interministériel du 30 juin 1942 » relatif aux prohibitions de sortie et aux engagements de non réexportation. (*Arrêté de promulgation* N° 36 Cab. du 19 janvier 1945) 67

- 2 décembre — Décret portant modification, pour la durée des hostilités, du décret du 10 juillet 1920, réorganisant le corps des administrateurs des colonies (nomination sans concours au grade d'administrateur-adjoint de 3^e classe de certains adjoints principaux et adjoints des services civils des colonies. (*Arrêté de promulgation* N° 37 Cab. du 19 janvier 1945) 70
- 2 décembre — Arrêté interministériel fixant les conditions des transferts de capitaux entre le territoire métropolitain, la Corse et la France d'outre-mer. (*Arrêté de promulgation* N° 45 Cab. du 26 janvier 1945) 71
- 2 décembre — Instruction générale relative à l'application de l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés. 56

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

- 2 janvier — N° 5 SE. — Arrêté général fixant la valeur FOB, port d'embarquement de certains produits. 72
- 6 janvier — N° 30 TP. — Arrêté général modifiant l'arrêté N° 2131 TP. du 29 juillet 1944 fixant les règles d'évaluation des véhicules d'occasion. 74
- 10 janvier — N° 83 SE. — Arrêté général fixant la valeur FOB, port d'embarquement de certains produits. 72

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

4 janvier	— No 12 TPT. — Arrêté portant modifications aux tarifs des chemins de fer du Togo	74
11 janvier	— No 20 AE/3 — Arrêté portant fixation du prix de vente de lubrifiants	75
11 janvier	— No 21 g. — Arrêté portant suppression de l'internat de Mango.	76
11 janvier	— No 22 F. — Arrêté portant approbation du budget de la Chambre de commerce du Togo — exercice 1945	76
13 janvier	— No 25 SE. — Arrêté abrogeant l'arrêté No 245 SE. du 13 mai 1944 déclarant infectés de péripneumonie bovine les locaux, enclos et pâturages de Palimé-ville dans lesquels se trouvaient les animaux malades ou contaminés	76
16 janvier	— No 32 TP. — Arrêté ouvrant une enquête de commodo et incommodo à Lomé au sujet du bornage des lotissements pour dépôts d'hydrocarbures	76
23 janvier	— No 41 APA. — Arrêté rendant applicables au Togo les dispositions des arrêtés généraux No 2372 sj. du 30 septembre 1932, No 686 AP. du 30 mars 1933, No 2003 sj. du 31 août 1933 et No 3607 F. du 12 octobre 1942, modifiant ou complétant l'arrêté général du 30 janvier 1931 portant règlement des frais de justice en toutes matières en A. O. F.	76
25 janvier	— No 42 SE. — Arrêté abrogeant l'arrêté No 538 SE. du 7 octobre 1943 déclarant infectés de péripneumonie bovine certains locaux, enclos et pâturages du canton Nakifindi-Ouest	76
Additif à l'arrêté	No 414 cps. du 24 juillet 1943 fixant le prix de vente du sucre en poudre	77
Personnel		77
Divers		79

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

23 juin	— Arrêté ministériel (Affaires Sociales) relatif à la création à Dakar, à titre temporaire, d'une école d'infirmières sanitaires coloniales.	80
---------	--	----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours :	(Préposés des Douanes)	82
	(Gardes-frontières)	82
	(Infirmiers vétérinaires)	82
	(Agents de Police)	82
Domaines		82

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Gendarmerie nationale

No 34 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

19 janvier 1945. — Sont promulgués dans le territoire du Togo les articles 1, 2 et 3 de l'ordonnance du 5 juillet 1944 portant organisation de la gendarmerie nationale et de la garde, et annulant notamment l'acte dit « ordonnance du 6 décembre 1942 », relatif au commandement et au statut de la gendarmerie en Afrique Française.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire à la guerre;
Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu la loi du 28 germinal an VI, sur l'organisation de la gendarmerie;

Vu le décret du 20 mai 1903, portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie;

Vu le décret du 10 septembre 1935, sur l'organisation de la gendarmerie;

Vu les décrets des 16 février 1923 et 12 décembre 1935, réglant le service et l'administration de la gendarmerie détachés aux colonies;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont et demeurent nuls les actes de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français dits loi no 565 du 2 juin 1942 relative à la gendarmerie nationale et loi no 183 du 24 mars 1943 relative à la garde, ainsi que l'acte dit ordonnance du Haut Commissariat en Afrique française du 6 décembre 1942 relative au commandement et au statut de la gendarmerie en Afrique française.

ART. 2. — La gendarmerie fait partie intégrante de l'armée conformément aux dispositions du décret du 10 septembre 1935 sous réserve des dispositions temporaires de l'article 5 ci-après.

ART. 3. — Le service de la gendarmerie détaché aux colonies, l'administration des détachements de gendarmerie stationnés dans les territoires relevant du département des colonies restent régis par les décrets des 16 février 1923 et 12 décembre 1935.

Alger, le 5 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire à la Guerre,

André DIETHELM.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à l'Intérieur p. i.,
François DE MENTHON.

Voir :

1^{re} — décret du 16 février 1923 au J.O. A.O.F. du 14 avril 1923, page 301.

2^o — décret du 12 décembre 1935 au J. O. A.O.F. du 18 janvier 1936, page 43.

Personnel

N° 35 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

19 janvier 1945. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés.

EXPOSE DES MOTIFS

L'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental a rendu immédiatement applicable l'ordonnance du commandant en chef français civil et militaire du 18 avril 1943 portant abrogation de la loi du 17 juillet 1940 concernant les magistrats et les fonctionnaires et agents civils et militaires relevés de leur fonction.

Cette ordonnance a en outre constaté la nullité de tous les actes relatifs aux associations dites secrètes et de tous ceux qui établissent ou appliquent une discrimination quelconque fondée sur la qualité de Juif.

Aucune disposition particulière, en revanche, ne fixe les conditions dans lesquelles il devra être procédé, dans la métropole, à la réintégration des magistrats, des fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés en application des textes susvisés, frappés de nullité.

Sans doute ces conditions ont-elles déjà été précisées par une ordonnance du Comité français de la libération nationale du 4 juillet 1943, modifiée par les ordonnances des 5 août 1943 et 27 janvier 1944.

Mais ce texte n'a pas été rendu applicable au territoire continental. Il paraissait, en effet, nécessaire d'y apporter diverses modifications de détail et de le compléter sur certains points.

C'est ce texte modifié et complété qui fait l'objet de la présente ordonnance.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du commandant en chef français civil et militaire du 18 avril 1943 portant abrogation des lois des 17 juillet et 27 septembre 1940, du décret du 5 septembre 1940 et de tous les textes complémentaires concernant les magistrats et des fonctionnaires civils et militaires relevés de leurs fonctions;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant annulation de l'acte dit loi du 11 octobre 1940 relatif au travail féminin et réintégration de certains fonctionnaires et agents, notamment l'article 4;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relatif au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, et notamment l'article 3 constatant la nullité de tous les actes rela-

tifs aux associations dites secrètes et tous ceux qui établissent ou appliquent une discrimination quelconque fondée sur la qualité de Juif;

Vu l'ordonnance du 11 octobre 1944 constatant notamment la nullité de l'acte dit loi du 3 avril 1941 relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques;

Vu l'ordonnance du Comité français de la libération nationale du 4 juillet 1943, modifiée par les ordonnances des 5 août 1943 et 27 janvier 1944, concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés;

Vu le décret du 22 novembre 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

Le comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La réintégration des magistrats, des fonctionnaires et agents civils ou militaires, des agents des services coloniaux, des agents contractuels, des employés auxiliaires de l'Etat et des établissements publics de l'Etat, ainsi que des fonctionnaires et agents des départements et des communes et des établissements publics départementaux et communaux (dénommés ci-après sous l'appellation générale de fonctionnaires relevés de leurs fonctions ou licenciés en application des actes susvisés de l'autorité de fait abrogés ou frappés de nullité), sera prononcée dans les conditions déterminées aux articles suivants.

ART. 2. — Les autorités qualifiées procéderont sans délai à l'examen de la situation des fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, même sans demande de leur part.

ART. 3. — La réintégration sera prononcée sans délai si l'examen du dossier fait apparaître que l'éviction est due à tout motif autre qu'une insuffisance professionnelle grave ou constatation d'une faute professionnelle grave ou d'un fait entachant l'honneur ou la probité. A cet égard, sont déclarés légitimes les actes des fonctionnaires accomplis dans le but de servir la cause de la libération, quand bien même ils auraient constitué des fautes professionnelles. Une commission constituée dans chaque ministère, et dont la composition sera fixée par arrêté du ministre, appréciera les motifs de l'éviction.

La réintégration sera refusée si, durant la période d'éloignement de l'administration, l'intéressé a commis un fait entachant l'honneur ou la probité et ayant entraîné une condamnation judiciaire.

Elle pourra l'être également si l'intéressé a, par ses actes, ses écrits ou son attitude personnelle depuis le 16 juin 1940 :

1^o — Soit favorisé les entreprises de toute nature de l'ennemi;

2^o — Soit contrarié l'effort de guerre de la France et de ses alliés;

3^o — Soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles ou aux libertés publiques fondamentales;

4^o — Soit sciemment tiré ou essayé de tirer un bénéfice matériel direct de l'application des règlements de l'autorité de fait contraires aux lois en vigueur le 16 juin 1940.

La réintégration sera prononcée par l'autorité de qui dépendait la nomination des intéressés au 16 juin 1940. Toutefois, la réintégration des fonctionnaires et agents communaux et des établissements publics départementaux et communaux sera prononcée par les préfets.

Dès qu'ils auront été réintégrés, les fonctionnaires qui en feront la demande pourront être placés en congé pour convenances personnelles pour une période qui ne pourra être supérieure à trois mois afin de leur permettre de procéder au règlement de la situation qu'ils auraient acquise au cours de leur éloignement.

ART. 4. — Les fonctionnaires qui seront poursuivis en application de l'ordonnance du 26 juin 1944 relative à la répression des faits de collaboration ou en application de l'ordonnance du 26 août 1944 instituant l'indignité nationale ou des textes modifiant ou complétant ces ordonnances ne pourront être réintégrés avant qu'il ait été statué définitivement sur les poursuites engagées contre eux.

En cas de condamnation, ils seront toujours exclus de tout droit de réintégration.

En cas de relaxe, leur situation sera réglée conformément aux autres dispositions de la présente ordonnance.

ART. 5. — La non-réintégration, dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, ouvre droit à recours devant la juridiction administrative compétente. Ce recours doit, à peine d'irrecevabilité, être formé dans un délai de six mois à partir soit de l'expiration du délai précédent, soit de la notification du refus écrit de l'autorité administrative de procéder à la réintégration. Toutefois, ces deux délais sont fixés respectivement à six et neuf mois lorsque les fonctionnaires intéressés résident dans les territoires relevant du ministère des colonies.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par les fonctionnaires et agents qui n'ont pas obtenu leur réintégration pour l'un des motifs prévus à l'alinéa 1^{er} de l'article 3, afin d'établir que leur éviction n'a été due ni à une insuffisance professionnelle grave, ni à la constatation d'une faute professionnelle grave, ni à celle d'un fait entachant l'honneur ou la probité.

Les fonctionnaires et agents non réintégrés pour faute professionnelle peuvent saisir la juridiction compétente lorsque la faute professionnelle a été accomplie dans le but de servir la cause de la libération.

ART. 6. — Les fonctionnaires et agents n'appartenant pas aux catégories visées à l'article 1^{er} et qui estiment avoir subi un préjudice de carrière depuis le 16 juin 1940 disposeront d'un délai de deux mois à compter de la promulgation de la présente ordonnance pour demander communication de leur dossier. S'ils sont en mesure d'apporter la preuve d'un tel préjudice, ils pourront, dans les trois mois suivant cette communication, demander à l'autorité qui sera éventuellement qualifiée pour procéder à leur réinté-

gration le redressement de leur situation administrative. Ces délais seront respectivement portés à trois et six mois pour les fonctionnaires relevant du ministère des colonies.

ART. 7. — Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux fonctionnaires et agents qui ont été amenés depuis le 16 juin 1940 à donner leur démission, à solliciter leur mise en disponibilité ou en congé sans traitement, à demander par anticipation le bénéfice de leur retraite ou d'une pension proportionnelle en raison de leur attitude patriotique, de leur hostilité envers l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat français », ou pour devancer l'application qui aurait pu leur être faite des mesures d'exception, notamment celles prévues contre les Juifs, les membres des associations secrètes ou les personnes ne possédant pas la nationalité française à titre originaire.

Le délai pendant lequel les intéressés pourront saisir le ministre dont relève l'administration à laquelle ils appartiennent ou ont appartenu est de six mois à compter de la promulgation de la présente ordonnance et de neuf mois pour les fonctionnaires relevant du ministère des colonies.

ART. 8. — Le rétablissement ou le redressement de la situation des fonctionnaires est effectué dans les conditions suivantes :

1^{re} — Les fonctionnaires sont rétablis, sauf cas de force majeure, dans leurs grade, fonctions, droits et situation, tels qu'ils se comportaient à la date de la première sanction ou mesure prise à leur détriment.

Dans le cas où il n'existerait aucune vacance dans le cadre auquel appartenaient les intéressés, des postes en surnombre pourront être momentanément créés.

La période de congédiement est décomptée comme temps de service effectif, notamment en ce qui concerne les propositions pour l'avancement de classe et de grade ou les distinctions honorifiques et le droit à la retraite. En ce qui concerne le personnel en service aux colonies à la date de la première sanction ou mesure, la période de congédiement est décomptée comme temps de service effectif aux colonies.

Pour les fonctionnaires dont l'avancement n'est accordé qu'au choix, leur réintégration sera suivie immédiatement d'un classement ou reclassement prononcé par le ministre compétent.

Celui-ci retiendra comme base d'appréciation la moyenne des avancements obtenus par les fonctionnaires demeurés dans l'administration depuis l'époque du congédiement des fonctionnaires réintégrés et de grade, de classe ou d'échelon et d'ancienneté égaux à ceux des fonctionnaires évincés lors de la sanction prononcée contre eux;

2^e — Cette mesure entraîne :

a) Pour les fonctionnaires réintégrés, le droit aux traitements, soldes et indemnités à compter de la date à laquelle a pris effet la première sanction ou mesure d'éviction;

b) Pour les fonctionnaires bénéficiant rétroactivement d'un avancement de classe, grade ou échelon, le

droit aux traitements, soldes et indemnités à compter de la date à laquelle la promotion prend effet.

Toutefois, les indemnités prévues aux alinéas ci-dessus ne comprennent pas celles qui, ayant le caractère d'un remboursement de dépenses et non d'un supplément de traitement, échappent à ce titre à la perception de l'impôt sur les traitements et salaires;

3^e — Les sommes versées à titre de rappel aux bénéficiaires des dispositions du présent article, sont diminuées le cas échéant :

a) Du montant des sommes, pensions civiles ou retraites, pécules, rémunérations ou indemnités publiques ou privées ainsi que tous autres revenus professionnels perçus ou acquis à un titre quelconque pendant la durée de leur éloignement de l'administration;

b) Du montant des retenues pour la retraite afférentes à la même période;

c) Du montant des indemnités de licenciement éventuellement perçues.

Toutefois, dans le cas où le montant des réductions à opérer par application des dispositions précédentes dépasserait le montant du rappel, aucun remboursement ne sera exigé des intéressés.

L'administration est en droit d'exiger, pour la détermination des sommes perçues pendant la période d'éloignement du service et en particulier en ce qui concerne le montant des rémunérations privées, une déclaration sur l'honneur.

Dans le cas où, par la suite, cette déclaration s'avérerait inexacte, les sommes indûment perçues devront être restituées. En outre, s'il y a eu déclaration sciemment inexacte ou fausse, l'intéressé fera l'objet d'une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'à la révocation et il devra les intérêts des sommes perçues de mauvaise foi, le tout sans préjudice de poursuites pénales.

Du point de vue fiscal, les intéressés seront re-placés, en ce qui concerne l'impôt général sur le revenu et l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, dans la même situation que s'ils avaient perçu leurs traitements, soldes et indemnités aux échéances respectives de celles-ci pendant la période où ils se sont trouvés écartés de l'administration.

Les pensions qui auraient été concédées à des fonctionnaires et agents réintégrés en application de la présente ordonnance seront annulées.

ART. 9. — Le bénéfice des dispositions de l'article 8 ci-dessus pourra être refusé en tout ou partie aux fonctionnaires et agents visés au troisième alinéa de l'article 3 ci-dessus.

ART. 10. — Le fonctionnaire dont la réintégration aura été décidée pourra, si les nécessités constatées de l'effort de guerre et l'intérêt du service l'exigent, être affecté provisoirement à un poste de son administration d'origine jugé équivalent par l'autorité qualifiée pour procéder à cette réintégration.

Si l'intéressé refuse de rejoindre le poste auquel il est affecté, il sera considéré, à l'expiration d'un délai de deux mois, comme ayant renoncé à sa réintégration et aux réparations qu'elle comporte.

ART. 11. — Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables dans le cas prévu à l'article 4 de l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant annulation de l'acte dit loi du 11 octobre 1940 relatif au travail féminin et réintégration de certains fonctionnaires et agents.

ART. 12. — Les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires relevés de leurs fonctions pour motif d'ordre racial ou en raison de leur appartenance à des associations dites secrètes ou parce qu'ils ne possédaient pas la nationalité française à titre originaire et déjà réintégrés par application des textes antérieurs abrogés ou frappés de nullité bénéficieront de l'ensemble des dispositions de la présente ordonnance. Ceux qui, frappés par une mesure d'éviction quel qu'en soit le motif, ont déjà fait l'objet d'une réintégration définitive en application de l'ordonnance du 4 juillet 1943 modifiée par les ordonnances des 5 août 1943 et 27 janvier 1944 ne pourront se prévaloir de ces dispositions.

ART. 13. — En ce qui concerne des fonctionnaires et agents se trouvant actuellement en territoire occupé ou contrôlé par l'ennemi, les délais prévus par la présente ordonnance ne courront qu'à compter d'une date qui sera fixée ultérieurement par décret.

Au cas où la réintégration de ces fonctionnaires aurait été prononcée auparavant par le ministre compétent, les modalités de celle-ci pourront être revisées pendant un délai de trois mois à compter de la date du décret visé à l'alinéa précédent.

Les indemnités dues aux intéressés par application des articles 7 et 8 ne seront liquidées définitivement qu'à ce moment.

ART. 14. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance.

ART. 15. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 29 novembre 1944.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Finances,

R. PLEVEN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
François DE MENTHON.

Le Ministre de l'Intérieur,

A. TIXIER.

*Le ministre des finances, ministre
des affaires étrangères, p.i.,*
R. PLEVEN.

Le Ministre de la Marine,

Louis JACQUINOT.

Le Ministre de la Guerre,
A. DIETHELM.

Le Ministre de l'Economie nationale,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le Ministre de l'Air,
Charles TILLON.

Le Ministre de l'Agriculture,
TANGUY-PRIGENT.

Le Ministre de la Production industrielle,
Robert LACOSTE.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Le Ministre du ravitaillement,
Paul RAMADIER.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,
Alexandre PARODI.

Le Ministre de l'Éducation nationale,
René CAPITANT.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
Augustin LAURENT.

Le Ministre des Travaux publics et des Transports,
René MAYER.

Le Ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés,
Henry FRENAY.

Le Ministre de l'Information,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le Ministre, Délégué en Afrique du Nord,
CATROUX.

Le Ministre de la Santé publique,
François BILLOUX.

Le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme,
Raoul DAUTRY.

INSTRUCTION générale relative à l'application de l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés.

Paris, le 2 décembre 1944.

TITRE PREMIER

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

I. — Législation applicable.

L'ordonnance du commandant en chef français civil et militaire du 18 avril 1943 a abrogé les actes dits lois des 17 juillet et 27 septembre 1940, décret du 5 septembre 1940 et tous les textes complémentaires concernant les magistrats et les fonctionnaires civils et militaires relevés de leurs fonctions.

Cette ordonnance a été rendue immédiatement applicable par l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental qui a, par ailleurs, constaté la nullité de « tous les actes relatifs aux associations dites secrètes » et « tous ceux qui établissent ou appliquent une discrimination quelconque fondée sur la qualité de Juif ».

Au surplus, l'ordonnance du 11 octobre 1944, additionnelle à l'ordonnance du 9 août 1944, a constaté notamment la nullité de l'acte dit loi du 3 avril 1941 concernant l'accès aux emplois dans les administrations publiques.

Par ailleurs, une ordonnance du 2 octobre 1943 portant annulation de l'acte dit loi du 11 octobre 1940

relatif au travail féminin et réintégration de certains fonctionnaires et agents a été rendue également applicable par l'ordonnance susvisée du 9 août 1944.

Enfin, l'ordonnance du 29 novembre 1944 fixe les nouvelles conditions dans lesquelles doivent être rétablis dans leurs droits « les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés, en exécution des actes dits lois du gouvernement de fait de l'Etat français.

Cette ordonnance constitue la charte nouvelle des réparations dues aux fonctionnaires et agents des services publics victimes des actes arbitraires du gouvernement de Vichy.

La présente instruction a pour but de commenter et de préciser les dispositions de ce texte à l'intention des diverses administrations.

II. — Champ d'application

L'ordonnance du 29 novembre 1944 vise expressément les magistrats, les fonctionnaires et agents civils ou militaires, les agents contractuels et les employés auxiliaires de l'Etat, et des établissements publics de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics départementaux et communaux ainsi que des services coloniaux qui ont subi un préjudice de carrière ou ont été amenés à se démettre de leurs fonctions, en raison de leur attitude d'hostilité envers les autorités du gouvernement de Vichy ou qui ont été directement frappés en vertu des actes suivants dits :

Loi du 17 juillet 1940, modifiée et complétée par les lois ou décrets des 30 août, 5 et 18 septembre, 23 octobre, 28 et 29 novembre 1940 et des 24 janvier et 29 mars 1941 concernant les magistrats et les fonctionnaires ou agents civils et militaires de l'Etat et des autres collectivités publiques, relevés de leurs fonctions.

Loi du 17 juillet 1940 relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques, remplacée par celle du 3 avril 1941.

Loi du 27 septembre 1940 concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies, ceux des communes, établissements publics et services concédés aux colonies, ainsi que les officiers publics et ministériels des mêmes territoires, relevés de leurs fonctions.

Loi du 13 août 1940, modifiée et complétée par les lois des 11 août et 18 août, 25 octobre et 10 novembre 1941 sur les sociétés secrètes.

Loi du 3 octobre 1940 portant statut des Juifs, remplacée par celle du 2 juin 1941.

Elle vise également, dans les limites et conditions qui seront précisées plus loin, les fonctionnaires frappés en vertu de l'acte dit loi du 11 octobre 1940, modifiée par la loi du 3 avril 1941 sur le travail féminin.

a) Les magistrats, au sens de l'ordonnance, sont les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, y compris les juges des tribunaux de commerce et les conseillers prud'hommes;

b) Par fonctionnaires, il faut comprendre, d'une manière très générale, les agents liés à l'Etat dans des conditions leur donnant le bénéfice d'un statut assorti de garanties ou avantages particuliers.

Cette expression comprend sans discussion tous ceux qui font partie des cadres permanents de l'administration.

Le lien qui unit les fonctionnaires à l'administration n'est pas contractuel, ils sont uniquement dans une situation légale ou réglementaire. En d'autres termes, les pouvoirs publics leur font une application constante des lois ou règlements.

Ordinairement les fonctionnaires sont recrutés après concours et sont placés sous un régime de pension sur fonds publics.

Bien que n'étant pas appelés à subir des retenues pour pension, les stagiaires doivent être considérés comme des fonctionnaires du fait qu'ils se trouvent, eux aussi, dans une situation légale ou réglementaire.

L'expression « fonctionnaires » comprend, en outre, tous ceux qui, admis à un concours administratif, n'auront pas été installés dans un poste où n'auront pas vu leur succès consacré par un arrêté de nomination;

c) Par agents contractuels, il faut entendre, au sens de l'ordonnance, tous ceux qui, sans être fonctionnaires, collaborent aux services publics, non pas occasionnellement, pour quelques heures ou quelques jours seulement, mais de manière permanente ou avec une certaine stabilité. Le lien qui les unit à l'administration est contractuel, en partie tout au moins, en ce sens qu'il peut y avoir un régime légal à côté de stipulations contractuelles.

Entrent évidemment dans la catégorie des agents contractuels les agents recrutés, en vertu de contrats formels revêtus de leur signature et de celle de l'autorité administrative compétente, pour une période déterminée. Les mesures arbitraires prises contre ces agents ont eu pour effet de mettre fin aux contrats avant la date de leur expiration normale. On ne doit cependant pas perdre de vue que les contrats sont renouvelables et il n'est pas exagéré de penser, en raison des difficultés de recrutement résultant de l'état de guerre qu'ils auraient été renouvelés, pour le moins dans les mêmes conditions, sans l'application des mesures arbitraires des autorités de Vichy. Au reste, les droits à réparation ne sont pas contractuels, mais légaux. Or, la loi retient deux faits principaux, la révocation et la réintégration et elle situe les droits à réparation sur toute la période qui s'écoule entre ces deux faits. En conséquence, les droits à réparation ne sont plus limités par la durée du contrat, ils s'étendent jusqu'à la réintégration;

d) Par employés auxiliaires, il faut entendre :

1^{re} — Tous les agents appartenant à une catégorie dont les rémunérations sont fixées par région, depuis la réforme réalisée en 1942, sur la base des salaires pratiqués dans le commerce ou l'industrie;

2^e — Les agents qui ont été librement engagés dans les conditions prévues par les articles 3-11-C ou 12 du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 fixant la situation des

personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre. Ces agents sont de véritables auxiliaires, en fonctions à l'administration pour une assez longue période, avec une certaine stabilité. Il ne convient certes pas de s'arrêter à la disposition de l'article 3 du décret, aux termes de laquelle les intéressés sont recrutés à titre précaire ou révocable, car cette disposition n'est qu'une clause de style ou de sauvegarde qui n'a point été conçue pour légitimer, par avance, des mesures arbitraires;

3^e — Les agents qui, bien que non affiliés au régime général des retraites de la loi du 14 avril 1924, occupent néanmoins un emploi permanent, sont soumis à un statut et sont rémunérés, en règle générale, dans les mêmes conditions que les fonctionnaires. C'est le cas du personnel de nombreux offices, établissements autonomes et administrations de caractère temporaire.

En définitive, seuls les employés à titre tout à fait passager ou accidentel n'entrent pas dans le cadre de l'ordonnance. Le critérium est le caractère éphémère de l'emploi. Ce sera le cas de personnes recrutées pour une tâche d'une durée courte, bien définie, non susceptible de se prolonger; ce sera aussi le cas de ceux qui ne sont engagés que pour parer aux absences ordinaires du personnel (maladies, congés annuels, etc.).

Il ne faut cependant pas se laisser tromper par la nature de la fonction — ouvrier ou manœuvre — ou par le titre qui lui est donné ou par l'imputation budgétaire : il faut rechercher la réalité des choses. Tels auxiliaires ouvriers ou commis appelés temporairement ou recrutés à titre provisoire n'en sont pas moins des employés auxiliaires dès l'instant qu'ils assurent un service régulier qui, de travaux en travaux, finit par être ininterrompu ou dont on n'aperçoit pas d'une façon sûre la fin prochaine;

d) Parmi les collectivités publiques énumérées dans les ordonnances analysées : Etat, départements, communes et colonies, il convient de comprendre leurs émanations ou démembrements que sont les établissements publics d'Etat et les établissements publics locaux, quelle que soit d'ailleurs l'appellation de ces établissements : office, régie, hospice, bureau, caisse ou comptoir.

Par voie de législation interne, les dispositions de l'ordonnance seront étendues aux fonctionnaires et agents des pays de protectorat;

e) Enfin l'ordonnance s'applique sans contestation possible aux officiers, sous-officiers et militaires de carrière.

Bien entendu les dispositions de l'ordonnance ne sont applicables qu'aux personnes de nationalité française ou ayant la qualité de sujets français.

III. — Nature des réparations

Il s'agit essentiellement de réparer les préjudices causés aux fonctionnaires et agents des collectivités publiques par les mesures arbitraires des autorités de Vichy prises en application des textes précités ou en vertu d'une interprétation abusive de ces textes.

Ces mesures sont réputées nulles et de nul effet; le lien entre l'administration et les intéressés est considéré comme n'ayant été ni rompu, ni modifié. En conséquence :

1^{re} — Tous les fonctionnaires et agents seront rétablis dans la situation qu'ils auraient eue si la mesure qui les a frappés n'avait jamais existé. La carrière administrative de chacun d'eux sera donc reconstituée, en considérant toutes les modifications légales ou réglementaires intervenues et dont leurs collègues maintenus en service ont pu bénéficier.

2^e — La réparation pécuniaire doit correspondre au dommage subi. Elle ne sera donc pas forfaitaire mais réelle. Elle sera établie en tenant compte, d'une part, de tous les avantages dont les fonctionnaires ou agents se sont trouvés privés, d'autre part, de toutes les conséquences de la mesure arbitraire annulée. Le fonctionnaire révoqué a pu, par exemple, trouver un autre emploi : le cumul des émoluments ne saurait être alors admis car il serait contraire aux règles organiques de la fonction publique qu'il importe précisément de remettre en vigueur. Il aboutirait, en outre, à un véritable enrichissement sans cause au profit du fonctionnaire, puisque la somme allouée excéderait le montant de la perte effectivement subie, sans contre-partie pour l'Etat.

TITRE II

EXAMEN ANALYTIQUE

Remarque. — Il ne sera plus employé dans la présente instruction pour désigner les ayants droit, que le terme « fonctionnaires » étant entendu que ce terme couvre l'ensemble des catégories d'agents ci-dessus définies.

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 29 novembre 1944 pose en cet article 1^{er}, le principe de la réintégration des fonctionnaires relevés de leurs fonctions.

Les conditions de la réintégration sont fixées par les articles 2, 3, 4 et 5.

On notera, dès à présent, que l'article 7 a prévu dans des conditions différentes, la réintégration des agents qui, sous le coup d'une pression administrative, d'une menace policière ou pour marquer leur hostilité au Gouvernement de Vichy, ont été amenés volontairement en apparence à cesser leurs fonctions.

ART. 2. — Cet article donne mission aux autorités qualifiées de procéder sans délai à l'examen de la situation des fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, même sans demande de leur part.

Les autorités qualifiées pour examiner la situation administrative des fonctionnaires évincés sont celles qui ont prononcé la révocation ou, au cas d'une transformation ultérieure de la structure administrative, les administrations nouvelles qui ont réglementairement la gestion du personnel dont font partie les intéressés et se trouvent, le plus souvent, dépositaires des dossiers ou sommiers.

Des difficultés se présenteront quant au point de savoir qu'elle est l'autorité qualifiée pour procéder à la réintégration des fonctionnaires qui se trouvaient

lors de leur éviction dans la position hors cadre ou en service détaché. Il convient dans ces cas de s'en tenir à la règle générale en vertu de laquelle la décision de réintégration incombe à l'autorité qui a prononcé la révocation. Cette décision toutefois ne pourra intervenir qu'après accord entre le service dans lequel le fonctionnaire exerçait ses fonctions lors de son licenciement et l'administration dont relevait le cadre d'origine de l'intéressé.

Il est arrivé parfois que des fonctionnaires se trouvant dans l'une de ces positions aient été préalablement remis à la disposition de leur administration d'origine avant d'avoir fait l'objet d'une mesure d'éviction. Lorsque ces deux décisions seront intervenues simultanément de telle sorte qu'il soit pratiquement impossible de déceler celle qui a motivé l'autre, la décision de réintégration appartiendra à l'autorité qui a pris la première sanction, c'est-à-dire le chef de l'administration auprès de laquelle le fonctionnaire se trouvait détaché. Cette solution doit éviter qu'un fonctionnaire qui aurait été réintégré dans son cadre d'origine en application de l'article 8 ne sollicite ultérieurement le bénéfice des dispositions de l'article 6 en considération de la mesure qui l'a frappé dans l'administration auprès de laquelle il était détaché.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les fonctionnaires qui auraient été appelés à des fonctions publiques d'un ordre différent par le gouvernement de Vichy et placés à cet effet dans la position hors cadre ou en service détaché, puis licenciés par cette autorité de fait, seront, si les administrations le jugent à propos, réintégrés par l'autorité dont dépend le cadre d'origine des intéressés.

ART. 3. et 4. — La réintégration des fonctionnaires relevés de leurs fonctions sera précédée d'un examen du dossier.

Les fonctionnaires dont l'éviction est intervenue uniquement pour un motif racial, pour avoir appartenu à une société secrète ou pour n'être pas né de père français n'auront à justifier de leur activité que depuis leur licenciement.

Au contraire, l'examen du dossier des fonctionnaires frappés en application de la loi du 17 juillet 1940 portera à la fois sur leur activité administrative et sur celle à laquelle ils ont pu se livrer depuis qu'ils ont été relevés de leurs fonctions.

La réintégration n'est possible que dans l'hypothèse où les intéressés n'ont encouru depuis qu'ils ont quitté l'administration aucune condamnation judiciaire pour un fait entachant l'honneur ou la probité.

Dans le cas où des poursuites judiciaires seraient en cours, la décision serait ajournée jusqu'à ce qu'un jugement définitif soit intervenu. Il en serait de même si le fonctionnaire faisait l'objet de poursuites en application de l'ordonnance du 26 juin 1944 relative à la répression des faits de collaboration ou en application de l'ordonnance du 26 août 1944 instituant l'indignité nationale ou des textes modifiant ou complétant ces ordonnances.

En cas de condamnation, le fonctionnaire sera toujours exclu de tout droit à être réintégré.

En cas de relaxe, la situation de l'intéressé sera réglée conformément aux autres dispositions de la présente ordonnance.

Il peut arriver cependant que des poursuites aient été exercées ou des condamnations prononcées pour des actes accomplis postérieurement au 16 juin 1940 dans le but de servir la cause de la libération de la France quand bien même ils auraient constitué des infractions au regard de la législation appliquée à l'époque.

Une ordonnance du Comité français de la libération nationale du 6 juillet 1943, rendue applicable sur le territoire continental par l'ordonnance du 9 août 1944, a prévu dans ce cas une procédure spéciale de revision qui doit être engagée dans un délai de trois mois, à compter de la promulgation de l'ordonnance.

Dans l'hypothèse où le fonctionnaire en instance de réintégration serait en mesure de se prévaloir des dispositions de l'ordonnance du 6 juillet 1943, les administrations devront surseoir à statuer jusqu'à expiration des délais prévus ou, dans le cas où une procédure en revision serait engagée, jusqu'à ce qu'une décision ait été prise par la chambre de revision.

Il peut arriver au contraire que le fonctionnaire ait, depuis le 16 juin 1940, adopté une attitude ou exercé une activité nuisible à la cause de la libération sans motiver cependant de poursuites en application de l'ordonnance du 26 juin 1944 relative à la répression des faits de collaboration ou en application de l'ordonnance du 26 août 1944 instituant l'indignité nationale. La réintégration pourra donc être refusée si l'intéressé a, par ses actes, ses écrits ou son attitude personnelle depuis le 16 juin 1940 :

1^o — Soit favorisé les entreprises de toute nature de l'ennemi ;

2^o — Soit contrarié l'effort de guerre de la France et de ses alliés ;

3^o — Soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles ou aux libertés publiques fondamentales ;

4^o — Soit sciemment tiré ou essayé de tirer un bénéfice matériel direct de l'application des règlements de l'autorité de faits contraires aux lois en vigueur le 16 juin 1940.

On observera que les quatre cas ainsi visés sont précisément ceux qui ont été prévus à l'article 1^{er} de l'ordonnance du 27 juin 1944 relative à l'épuration administrative sur le territoire de la France métropolitaine. Pour l'appréciation des faits, dans chacun de ces cas, les administrations pourront utilement se référer aux décisions qui auraient pu intervenir à l'égard des fonctionnaires en activité en application de l'ordonnance du 27 juin 1944.

En l'absence de condamnation, de poursuite ou de griefs se rapportant à des faits postérieurs à l'éviction, la réintégration est de droit pour les fonctionnaires qui ont été licenciés pour un motif racial ou pour avoir appartenu à une société secrète ou pour n'être pas nés de père français.

Pour tous les autres fonctionnaires relevés de leurs fonctions, elle sera obligatoirement prononcée si l'éviction ne repose :

Ni sur une insuffisance professionnelle grave.

Ni sur la constatation d'une faute professionnelle grave.

Ni sur un fait entachant l'honneur ou la probité.

Il est à remarquer que l'application de la loi du 17 juillet 1940 a permis, en certains cas, aux administrations d'évincer sans formalité des fonctionnaires qui, en temps normal, auraient dû être traduits devant le conseil de discipline.

Ce procédé était sans doute d'une commodité excessive puisqu'il permettait aux administrations d'éluider les règles statutaires, lesquelles avaient été justement instituées pour garantir les fonctionnaires contre des décisions arbitraires.

En conséquence, il devra être fait preuve d'une large bienveillance pour l'appréciation des cas particuliers.

L'insuffisance professionnelle pourra être retenue s'il résulte de plusieurs rapports qu'elle n'a pas été occasionnelle et qu'elle présente un caractère de gravité tel que le fonctionnaire est tout à fait inapte, non seulement à tenir correctement l'emploi qui lui avait été confié, mais aussi un autre emploi dans le même grade.

La faute disciplinaire n'a fait l'objet d'aucune détermination légale comme l'infraction pénale. Il y a cependant et d'une manière évidente faute particulièrement grave dans les cas de déficits de caisse, voies de fait, soustraction de documents, abus de fonctions, inobservation systématique des instructions. Mais la faute professionnelle, selon l'ordonnance, doit atteindre un degré de gravité qui, sans consistance possible, aurait justifié en tout temps la révocation. La faute professionnelle ne devra pas être retenue lorsqu'il aura été démontré qu'elle avait pour but de servir la cause de la résistance.

Une falsification de documents ou un détournement dans l'exercice des fonctions ou certaines condamnations judiciaires justifieront une décision de non-réintégration. Pour l'examen des faits entachant l'honneur ou la probité, une incursion dans la vie privée peut devenir nécessaire par le moyen d'une enquête de police.

Les administrations ne manqueront pas le plus souvent d'éprouver quelques embarras dans l'appréciation des griefs relevés à l'encontre des fonctionnaires et ayant motivé leur éviction. Il a donc été décidé de constituer dans chaque ministère une commission qui sera appelée à préciser au ministre les éléments de sa décision. La composition de cette commission sera fixée par arrêté ministériel qui pourra utilement préciser les limites de sa compétence. Il y aura intérêt en effet à étendre les pouvoirs d'appréciation de cette commission non seulement, ainsi que le prévoit l'ordonnance, aux motifs de l'éviction, mais également à l'attitude ou à l'activité personnelle des fonctionnaires durant la période d'éloignement de l'administration.

Les réintégrations sont prononcées par le chef de l'administration « de qui dépendait la nomination des

Intéressés au 16 juin 1940 ». Pratiquement, elles seront prononcées par le chef de l'administration qui a procédé à l'examen du dossier en liaison, s'il y a lieu, avec l'administration à laquelle, avant modification de la structure administrative, le service employeur se trouvait rattaché.

Afin d'éviter la discussion, sur le plan de la politique locale, de questions soulevées par la réintégration, les décisions à l'égard des fonctionnaires et agents des communes ou des établissements publics communaux doivent être prises par les préfets ou, dans les colonies et pays de protectorat, par les autorités administratives de tutelle.

En règle générale, toute décision concluant au refus de réintégration devra être expressément et clairement motivée.

Il est, en effet, nécessaire de permettre, le cas échéant, l'ouverture par le fonctionnaire non réintégré d'un recours devant la juridiction compétente.

Il peut arriver que des fonctionnaires en instance de réintégration et désireux de reprendre leurs fonctions administratives soient néanmoins dans l'impossibilité de rejoindre immédiatement leur poste pour des motifs d'ordre personnel et demandent à bénéficier d'un sursis.

Dans cette hypothèse, les intéressés seront réintégré et placés en congé pour convenances personnelles pour une période qui ne pourra pas être supérieure à trois mois.

Les fonctionnaires qui renonceraient à leur réintégration ou ceux dont la réintégration serait refusée et qui renonceraient à user du droit de recours prévu à l'article 5 ou dont le pourvoi serait rejeté seront maintenus dans la situation qui résulterait pour eux de l'application des textes en vertu desquels ils ont été licenciés et dont la nullité a été reconnue. Ils conserveront, en particulier, le bénéfice des avantages prévus par ces textes, notamment au point de vue de la retraite.

ART. 5. — Cet article organise la procédure du recours.

a) Le droit à recours est ouvert aux fonctionnaires qui n'auraient pas été réintégré dans le délai de trois mois à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'ordonnance;

b) A peine d'irrecevabilité, le recours doit être formé dans le délai de six mois qui court à partir :

Soit de l'expiration du délai précédent.

Soit de la notification par écrit à l'intéressé de la décision portant refus de sa réintégration. Cette disposition spéciale a pour objet d'inciter les administrations qui auraient décidé de refuser la réintégration à en aviser les intéressés sans attendre l'expiration normale du premier délai de trois mois.

En ce qui concerne les fonctionnaires résidant dans les territoires relevant du ministère des colonies, le délai de trois mois est porté à six mois et le délai de six mois à neuf mois.

Les prescriptions de l'article 5 doivent être interprétées en fonction de celles de l'article 2. Les administrations seront, en effet, tenues d'instruire chaque affaire dans le moindre délai.

Les délais prévus à l'article 5 s'appliqueront nonobstant les dispositions concernant la suspension des délais pendant la guerre.

L'attention des administrations est particulièrement attirée sur le deuxième alinéa de l'article 5, lequel précise que les fonctionnaires dont la réintégration a été refusée pourront saisir la juridiction administrative compétente d'une demande d'annulation de la décision de refus, s'ils pensent être en mesure d'établir que leur éviction n'a été due à aucun des motifs prévus à l'alinéa 1^{er} de l'article 3 : insuffisance professionnelle grave — constatation d'une faute professionnelle grave — fait entachant l'honneur ou la probité. De même les fonctionnaires et agents non réintégrés pour faute professionnelle, peuvent saisir la juridiction compétente lorsque la faute professionnelle a été accomplie dans le but de servir la cause de la libération.

ART. 6. et 7. — Il s'agit de redresser « la situation administrative » des fonctionnaires non révoqués ou non licenciés qui estiment avoir subi, de la part de l'autorité dont ils relèvent, un préjudice de carrière depuis le 16 juin 1940. Les intéressés ont la possibilité de demander communication de leur dossier dans un délai de deux mois à compter de la promulgation de l'ordonnance.

Ils doivent ensuite, pour faire jouer les dispositions prévues, adresser une requête dans les trois mois qui suivent la communication du dossier.

Le délai de deux mois est porté à trois mois et le délai de trois mois est porté à six mois pour les fonctionnaires relevant du ministère des colonies.

Le texte de l'ordonnance n'établit aucune distinction sur l'origine du préjudice. Peu importe que ce préjudice découle de l'application d'un des actes précités du Gouvernement de Vichy ou de l'application d'un autre acte de ce gouvernement ou même de l'application abusive d'une réglementation antérieure encore en vigueur. Il suffit que le préjudice de carrière soit réel et certain et résulte d'un acte arbitraire politique ou de l'attitude d'hostilité du fonctionnaire envers les autorités de Vichy pour que le requérant obtienne le redressement de sa situation administrative : la requête devra évidemment démontrer qu'il y a relation directe de cause à effet entre l'acte incriminé ou l'attitude d'hostilité du fonctionnaire et le préjudice réel constaté.

On retiendra que les incidents de carrière dont les fonctionnaires lésés ont qualité pour demander la révision doivent être postérieurs au 16 juin 1940.

En aucun cas, il ne sera tenu compte des incidents antérieurs sur lesquels les fonctionnaires demanderaient qu'il fût statué.

Tout préjudice de carrière se traduit, pour un fonctionnaire, par une position administrative inférieure en comparaison de celle qu'il aurait eue s'il avait pu bénéficier normalement des règles générales appliquées à l'ensemble de ses collègues.

Un défaut de nomination ou une non-installation après admission par voie de concours, un déclassement ou une rétrogradation constitue un préjudice de carrière assez facile à déterminer.

Il en va déjà autrement quand on se trouve en présence d'un déplacement ou d'une mise en disponibilité ou en congé sans solde.

La détermination du préjudice devient plus difficile encore devant un acte négatif de l'administration comme la non-inscription à un tableau d'avancement.

Elle exige un examen, en partie extra-professionnel, pour les fonctionnaires qui n'ont été lésés que par suite, apparemment, d'une manifestation propre de leur volonté comme une démission ou d'une demande de mise en disponibilité ou en congé sans solde ou de retraite ou de pension proportionnelle anticipée, alors qu'en réalité la décision des fonctionnaires était la conséquence de leur attitude patriotique, de leur hostilité au « gouvernement de l'Etat français » ou de leur désir « de devancer l'application qui aurait pu leur être faite des mesures d'exception » (art. 7).

Sont assurément susceptibles de se prévaloir des dispositions de l'article 7 les fonctionnaires ayant quitté l'administration pour échapper aux menaces ou aux poursuites de la Gestapo ou des autorités de police aux ordres du gouvernement de Vichy.

Ne peuvent, en revanche, bénéficier de ces dispositions les agents qui ont spontanément cessé leurs fonctions pour se soustraire au service du travail obligatoire et dont la situation a déjà été réglée.

Etant donné le caractère très particulier des cas ci-dessus prévus, la procédure d'examen diffère de celle qui a été instituée par l'article 2.

Les intéressés présenteront une requête détaillée à leurs chefs de service qui la soumettront, par la voie hiérarchique, avec toutes les appréciations utiles, aux ministres compétents.

Le ministre compétent est celui dont relève l'autorité supérieure de qui dépend le service de l'administration du requérant.

Le ministre de l'intérieur est compétent pour les fonctionnaires de l'Algérie, celui des affaires étrangères pour les fonctionnaires du Maroc et de la Tunisie, celui des colonies pour les fonctionnaires coloniaux.

Il va de soi, cependant, que les ministres de l'intérieur, des affaires étrangères et des colonies ne se prononceront sur les dossiers qui leur seront transmis par le gouvernement général de l'Algérie, les résidents de France à Tunis et à Rabat ou les chefs de nos possessions coloniales qu'après l'avis du ministère dans le ressort duquel entre le service ou l'administration du requérant, lorsque celui-ci est un fonctionnaire métropolitain détaché et qu'il s'agit de sa situation métropolitaine.

Pour les préjudices de carrière, au sens de l'article 7, qui résultent en apparence du fait du fonctionnaire, le délai de validité des requêtes est de six mois

à compter de la date de publication de l'ordonnance du.....

Le délai est porté à neuf mois pour les fonctionnaires relevant du ministère des colonies.

Les deux délais ne courent qu'à compter de la date de leur démobilisation pour les fonctionnaires actuellement sous les drapeaux.

L'appréciation des préjudices de carrière et le redressement éventuel des situations administratives seront le plus souvent pour les administrations une source de difficultés. Il y aurait donc intérêt, pour éviter tout arbitraire, à confier ces travaux à une commission dont la composition est laissée à l'appréciation des administrations.

La compétence de la commission prévue à l'article 3 pourrait être utilement étendue à ce cas.

L'ordonnance n'ayant pas prévu une procédure spéciale de recours contre la décision du ministre compétent, les règles habituelles de recours devant la juridiction administrative recevront leur application, s'il y a lieu.

ART. 8. — Cet article fixe les règles applicables :

Pour le rétablissement ou le redressement des situations administratives.

Pour la détermination des réparations pécuniaires.

1. — *Etablissement ou redressement des situations*

« Les fonctionnaires sont rétablis, sauf cas de force majeure, dans leurs grade, fonctions, droits et situation, tels qu'ils se comportaient à la date de la première sanction ou mesure prise à leur détriment ».

Mais l'article 7 a eu pour conséquence d'étendre la portée de cette disposition primitive.

Pour les fonctionnaires qui peuvent invoquer l'article 7, le droit au rétablissement de leur situation part, en effet, du jour où ils ont quitté l'administration.

Le cas de force majeure est tout événement qui rend matériellement impossible l'exécution de l'obligation imposée par l'ordonnance aux administrations.

Il en est ainsi après la suppression d'un service quand, en outre, on ne trouve pas dans les autres services les mêmes grades ou les mêmes emplois que ceux que les intéressés détenaient. Ils seront alors réintégrés dans un cadre et un emploi équivalents.

Dans le même ordre d'idées, sauf impossibilité matérielle incontestée ou à moins que l'administration ne puisse invoquer l'article 10, les fonctionnaires devront être réintégrés dans leur ancienne résidence ou dans le poste qu'ils occupaient.

Le défaut de vacance dans le cadre auquel appartenait le fonctionnaire ne peut être considéré comme cas de force majeure. Il sera alors créé des postes en surnombre qui seront supprimés au fur et à mesure que s'ouvriront des vacances.

Les administrations retiendront que le rétablissement de la situation administrative des intéressés est avant tout une mesure d'équité et qu'il y a lieu de faire notamment du cas de force majeure l'application la plus favorable.

Pour le rétablissement des situations, on considérera tout d'abord la date de la première sanction ou mesure arbitraire ou la date du départ apparemment volontaire de l'administration.

C'est à partir de cette date que la carrière des intéressés sera reconstituée en leur appliquant rétroactivement toutes les dispositions générales appliquées à ceux de leurs collègues qui n'ont subi aucun préjudice.

La période de congédiement, pour les fonctionnaires révoqués ou licenciés, ou d'absence, pour les fonctionnaires visés à l'article 7, sera donc décomptée comme temps de service effectif, en ce qui concerne aussi bien les propositions pour l'avancement de classe et de grade que le droit à la retraite et les distinctions honorifiques.

Les avancements de régularisation seront effectués d'après les notes dont il a été tenu compte pour le dernier avancement ou d'après la moyenne des notes des cinq dernières années, si cette moyenne est supérieure.

Quand des concours auxquels les avancements de grade sont subordonnés ont eu lieu sans que des fonctionnaires aient pu s'y présenter, une réparation spéciale pourra leur être accordée. Chaque administration adressera des propositions dans ce sens aux ministères intéressés. Une solution admissible consisterait à ouvrir un nouveau concours réservé à ces agents dans le cadre des emplois légalement vacants et dans la limite des crédits budgétaires.

En ce qui concerne les fonctionnaires coloniaux, la période de congédiement ou d'absence compte comme temps de service effectif aux colonies, même s'ils ont cessé d'y séjourner : on ne saurait en effet les rendre responsables des conséquences d'une situation qu'ils n'ont pas créée ou qui n'a pas été le fait d'une volonté libre.

Il est prévu une procédure exceptionnelle pour les fonctionnaires dont l'avancement de grade ou de classe n'est accordé qu'au choix. Leur classement ou reclassement qui les placera sur un pied d'égalité avec leurs collègues demeurés dans l'administration sera prononcé par le ministre compétent.

Il est néanmoins précisé que l'avancement de grade, décidé rétroactivement, reste subordonné à une vacance d'emploi à la date à laquelle la mesure réparatrice prend effet, alors même que l'administration aurait effectivement disposé de l'emploi à cette date ou à une date ultérieure. Le fonctionnaire rétabli dans ses droits peut donc se trouver en surnombre dans son nouveau grade; la première vacance lui sera obligatoirement réservée.

La reconstitution de carrière peut avoir pour effet d'arrêter et de fixer les droits à la retraite à une date

antérieure à l'époque à laquelle intervient la réparation. Ce sera également le cas lorsque les intéressés — qu'ils soient titulaires de pension proportionnelle ou d'allocation annuelle — auront dépassé, compte tenu de leurs motifs personnels de prorogations d'activité, la limite d'âge qui leur aurait été applicable en vertu de leur régime de retraite.

Les intéressés devront alors être reclassés rétroactivement dans leur situation de fonctionnaires avec les conséquences qui en découlent, jusqu'au jour où ils auront atteint la limite d'âge. Dans le cas où les fonctionnaires seraient atteints d'invalidité, celle-ci devra être constatée par une commission de réforme. L'administration considérera fictivement que l'invalidité n'existe que du jour de la réintégration. La situation des intéressés devra donc être reconstituée rétroactivement jusqu'à cette date.

L'autorité qualifiée pour prononcer la mise à la retraite rapportera la décision initiale. En outre, elle prendra immédiatement une décision fixant la nouvelle date d'effet de la mise à la retraite et, le cas échéant, de nouveaux chefs de liquidations.

Les services des pensions liquidateurs et concédants seront avisés sans délai afin d'être en mesure de procéder à l'annulation des décisions de concession, à la radiation des inscriptions aux grands livres de la Dette ou des pensions ou sur les registres spéciaux du Trésor, ainsi qu'au retrait et à l'annulation des livrets à coupons ou titres en brevet, à caractère définitif ou provisoire, effectivement mis en service.

Le droit à reconstitution de carrière et à réparation du préjudice subi sera reconnu, dans le cadre de la présente instruction, aux ayants cause des fonctionnaires décédés qui auraient dû bénéficier des dispositions de l'ordonnance. Pour les fonctionnaires qui, avant leur décès, étaient simplement susceptibles d'en invoquer le bénéfice, leurs droits seront appréciés à la demande des ayants cause par les ministères intéressés.

II. — Réparations pécuniaires

Les réparations pécuniaires ont le caractère d'une indemnité dès l'instant qu'elles doivent couvrir le préjudice subi. D'où la nécessité de le déterminer et d'examiner, par suite, l'ensemble des conséquences de fait de la mesure annulée.

Les circonstances étant rarement les mêmes, l'indemnité sera essentiellement variable.

La notion des indemnités variables a paru plus équitable que celle d'une indemnité forfaitaire; elle est, de plus, conforme à l'intérêt général puisqu'elle limite au préjudice réel les obligations financières de la collectivité.

En règle générale, le préjudice est égal à la différence entre les sommes que les fonctionnaires auraient perçues de leurs administrations s'ils étaient demeurés en fonctions ou s'ils n'avaient été victimes d'aucune disposition arbitraire et les sommes qu'ils ont effectivement reçues soit sur les fonds publics, soit sur des

fonds privés en rémunération, dans ce cas, de services rendus par eux.

A. — *Éléments du crédit*

Le premier élément de comparaison, servant à la détermination des réparations pécuniaires, constitue le crédit du compte des intéressés. Il comprend, aux termes de l'ordonnance, les traitements, soldes et indemnités à partir de la date d'application de la première sanction ou mesure d'éviction ou de la date du départ apparemment volontaire de l'administration.

Par conséquent, les traitements, soldes et indemnités seront, en premier lieu, tout au moins, ceux qui étaient dus aux fonctionnaires à la date précitée. S'agissant en particulier de fonctionnaires se trouvant dans la position hors cadre ou en service détaché, les émoluments qui leur sont dus sont ceux afférents à l'emploi relevant de l'autorité appelée à prononcer leur réintégration. Mais la reconstitution de la carrière fera apparaître, dans la plupart des cas, le droit à un ou plusieurs avancements de classe, de grade ou d'échelon, de sorte que les traitements, soldes et indemnités à considérer sont ceux qui, dans les conditions du statut, correspondent successivement à chacune de ces situations administratives nouvelles. C'est bien ce que précise l'ordonnance dans les termes suivants :

« Pour les fonctionnaires bénéficiant rétroactivement d'un avancement de classe, de grade ou d'échelon, le droit aux traitements, soldes et indemnités part de la date à laquelle la promotion prend effet ».

Les chiffres de ce premier élément sont des chiffres bruts, sans déduction des retenues pour pension.

Cependant, le texte exclut des indemnités dues celles qui « ayant le caractère d'un remboursement de dépenses et non d'un supplément de traitement, échappent à ce titre à la perception de l'impôt sur les traitements et salaires ».

Toutes les indemnités représentatives de frais ont, par définition, le caractère d'un remboursement de dépenses, sauf quand elles sont sujettes à retenues pour pension, auquel cas elles deviennent, par la volonté expresse de la loi, de véritables suppléments de traitement.

Étant donné la portée générale de la formule employée dans le texte, il n'y a pas lieu de s'arrêter ici à la distinction des indemnités représentatives de frais entre, d'une part, celles qui ont le caractère d'un remboursement forfaitaire, comme les indemnités de représentation et les indemnités de responsabilité ou de caisse et, d'autre part, celles qui ont le caractère d'un remboursement réel, sur production de justifications, comme les indemnités de déplacement.

En conséquence, les indemnités représentatives de frais, forfaitaires ou réelles, non soumises à retenues pour le service des pensions, n'interviendront pas dans le premier élément de l'indemnité réparatrice.

Pour faire le partage entre les indemnités accessoires de traitements, qui devront être liquidées en faveur

des fonctionnaires, et celles qui, ayant le caractère d'un remboursement de dépenses, ne le seront pas, le législateur a retenu un critérium d'ordre fiscal. Son application ne paraît pas, en principe, devoir soulever de difficulté. En cas de doute de leur part, les services liquidateurs devront consulter les administrations fiscales qui leur fourniront tous renseignements utiles au sujet des indemnités soumises ou non à l'impôt sur les traitements et salaires ou à l'impôt s'en rapprochant dans les territoires où il n'existe pas.

L'attention est toutefois appelée sur le fait que deux conditions doivent être réunies pour que des indemnités ne soient pas liquidées en faveur des fonctionnaires en cause. Il faut :

1^o — Qu'elles aient le caractère d'un remboursement de dépenses — dépenses exposées par le fonctionnaire dans l'intérêt de l'administration ou pour l'exercice de sa fonction et non de dépenses propres à sa personne ou à celle de sa famille;

2^o — Qu'elles échappent à la perception de l'impôt sur les traitements et salaires.

Entrent, en revanche, dans le premier élément des réparations dues toutes les autres indemnités, aussi bien les indemnités générales de cherté de vie, de résidence, pour charges de familles... que les indemnités de fonction ou de direction ou même que les indemnités spéciales allouées pour le concours apporté à des collectivités publiques ou pour des services réglementaires accomplis en dehors des attributions normales (instituteurs, secrétaires ou bibliothécaires à la mairie, médecins ou vétérinaires d'Etat en même temps médecins ou vétérinaires municipaux etc.).

Entrent en compte également toutes les primes, quelles qu'elles soient, du seul fait qu'elles sont attachées à l'exercice de la fonction, telles que les primes de recouvrement, de rendement ou de technicité.

Entrent en compte, enfin, pour les fonctionnaires coloniaux, le supplément colonial, même si les intéressés ont cessé de séjourner aux colonies depuis leur éviction.

Certaines difficultés apparaîtront à l'occasion du calcul de l'indemnisation, pour le cas notamment des primes de rendement ou des participations à des fonds communs, la base de liquidation pouvait faire défaut.

Pour l'attribution de ces indemnités variables aux fonctionnaires intéressés, les administrations procéderont par comparaison avec le montant des indemnités analogues accordés à des fonctionnaires de même rang, de même grade et de même qualité demeurés en fonction.

Dans le même esprit, il conviendra d'ajouter à ces indemnités le montant des avantages en nature, la valeur de la gratuité du logement par exemple. On prendra alors comme évaluation des chiffres réglementairement établis ceux du service de l'assiette pour les impôts municipaux, sauf quand, en contre-partie du droit au logement, une indemnité a été prévue dans la localité, auquel cas ce sera une indemnité qui entrera en ligne de compte.

B. — *Eléments du débit*

Le deuxième élément de détermination des réparations pécuniaires qui vient en déduction du premier et qui, par suite, constitue le débit du compte comprend :

1^o — Les retenues pour la retraite, calculées sur les traitements afférents à la période d'éloignement de l'administration ;

2^o — Les soldes, pensions civiles ou de retraites, pécules, rémunérations ou indemnités publiques ou privées ainsi que tous autres revenus professionnels perçus ou acquis à un titre quelconque pendant la même période.

1. — L'application des retenues aux traitements est la conséquence inévitable du principe selon lequel le droit à pension subsiste, la carrière du fonctionnaire étant jugée ininterrompue.

On entend par retenues celles qui sont prévues par les lois ou règlements pour la constitution d'une pension sur les fonds de l'Etat français, des caisses locales métropolitaines, de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, de la caisse de retraites de l'Algérie, de la société de prévoyance des employés tunisiens, de la caisse intercoloniale, des caisses marocaines des pensions civiles et des rentes viagères, ainsi que les versements à la caisse de prévoyance marocaine et la fraction de la contribution versée pour la retraite aux assurances sociales (à l'exclusion de la fraction de cotisation couvrant les risques de maladie, d'invalidité, etc.).

Lorsque, au cours de la période d'éloignement de l'administration, les fonctionnaires ont été affiliés aux assurances sociales, il sera fait application, pour le calcul des retenues, des dispositions de l'article 5 du décret du 20 décembre 1931 relatives à la situation des fonctionnaires et employés de l'Etat titulaires, bénéficiaires de la loi du 14 avril 1924, qui quittent l'administration sans avoir droit à une pension et qui deviennent tributaires du régime général des assurances sociales.

Les retenues seront appliquées sur les sommes réglementairement assujetties en une fois, nonobstant toute disposition contraire des textes constitutifs des pensions ou des caisses précitées.

II. — a) Les termes : « Soldes, pensions civiles ou de retraite, pécules, rémunération ou indemnités publiques » s'appliquent en général aux sommes dont les autorités de Vichy ont attribué le bénéfice aux fonctionnaires évincés des administrations ou ayant subi un préjudice de carrière. Ces sommes comprennent éventuellement le montant du remboursement des retenues pour pensions que les intéressés auraient obtenu conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi du 14 avril 1924.

Il pourra être nécessaire, pour déterminer avec précision le montant de ces sommes, de vérifier les déclarations des intéressés : le plus souvent il sera nécessaire, sans doute, que les administrations établissent

elles-mêmes le montant des sommes touchées par eux. Elles devront se mettre en liaison avec les services des pensions pour tous les titulaires d'une retraite ou d'une allocation annuelle.

Il doit être entendu qu'il s'agit en l'espèce de rémunérations publiques brutes, puisqu'elles sont à déduire des traitements et indemnités inscrites pour le brut au crédit.

On entend, par rémunérations publiques brutes, les dépenses budgétaires engagées sans considération des retenues pratiquées pour pension ni des impôts précomptés.

Les indemnités de licenciement allouées notamment aux auxiliaires et ouvriers temporaires, en conformité de l'acte dit loi du 29 novembre 1940, et aux fonctionnaires juifs, en conformité de l'acte dit décret du 26 décembre 1940, seront évidemment comprises au débit, dans les sommes perçues sur fonds publics.

Seront également inscrites au débit, pour être déduites des rémunérations et indemnités publiques dues, les allocations familiales servies aux fonctionnaires pendant la période d'éloignement de l'administration par une caisse de compensation ou un établissement public, en application des dispositions du code de la famille. Les intéressés, en effet, ne peuvent avoir droit, en vertu des règles restrictives sur le cumul, à plusieurs allocations ou indemnités au titre d'un même enfant.

Seront, en outre, portées au débit, dans le cas d'un ménage de fonctionnaires, les indemnités familiales servies par l'administration à l'un des époux et auxquelles celui-ci n'aurait pu prétendre si son conjoint était demeuré en fonctions.

De même encore seront inscrites au débit les retenues reversées à ceux qui n'avaient pu obtenir le bénéfice d'une retraite proportionnelle. Du fait de la réintégration, il est normal que les retenues reversées soient déduites de l'indemnité réparatrice. Ainsi, par voie de précompte sur l'indemnité, l'administration reprendra possession des retenues en vue d'assurer la continuité de l'acquisition du droit à pension ; elle en opérera à son tour le reversement à la caisse des retraites intéressée lorsqu'un tel organisme est chargé de la constitution et du service des pensions.

Il va de soi qu'on ne devra tenir aucun compte, pour déterminer le montant de la réparation pécuniaire, des arrérages de pensions militaires proportionnelles ou d'invalidité, de la retraite du combattant, des retraites ouvrières et paysannes et, d'une manière générale, des arrérages de toutes pensions ou rentes dont les fonctionnaires ont acquis la jouissance, application faite, le cas échéant, des règles du cumul, conformément à la législation régissant les matières considérées, mais indépendamment des mesures d'éviction dont ils ont été victimes ;

b) Les rémunérations privées et tous autres revenus professionnels s'entendent d'une part des salaires ou appointements de toute nature, d'autre part des

commissions ou courtages et des bénéfices professionnels, en un mot de toute somme correspondant à une activité industrielle commerciale agricole ou non commerciale ou à un travail que les intéressés n'auraient pu faire s'ils étaient restés fonctionnaires.

Il ne sera pas tenu compte toutefois des rémunérations perçues au titre de la résistance lorsqu'elles ont été fournies aux intéressés à titre alimentaire.

Mais il s'agit des rémunérations privées nettes, c'est-à-dire déduction faite des impôts et des autres frais généraux commerciaux à l'exclusion toutefois des retenues pour assurances sociales. En effet, dans la mesure où ces retenues correspondent à la garantie du risque vieillesse, leur imputation sur le montant des retenues à effectuer pour constitution de pension a été prévu au paragraphe 1^{er} ci-dessus. Pour le surplus, elles correspondent à la garantie de risques effectivement couverts au cours de la période d'éloignement et ne sauraient donc donner lieu à remboursement.

Ce procédé a pour effet d'accroître le solde créditeur. Il aboutit au remboursement par l'administration de tous les impôts versés à une époque où les intéressés étaient considérés comme ayant perdu la qualité de fonctionnaires.

En droit, les intéressés sont réputés n'avoir jamais quitté l'administration. Les impôts payés en tant que non fonctionnaires doivent, dès lors leur être restitués, à moins qu'ayant reçu dans leur nouvelle situation des sommes supérieures à leurs émoluments publics, ils n'aient pas intérêt à invoquer les dispositions légales relatives aux réparations pécuniaires.

Il est juste, sauf dans le cas exceptionnel ci-dessus prévu que, reprenant rétroactivement leur qualité de fonctionnaires, les intéressés payent rétroactivement tous les impôts dus en cette qualité. Mais on ne saurait exiger d'eux le paiement à la fois de ces impôts et de ceux qui ont été prélevés dans le commerce ou sur les salaires privés.

Aussi, aux rémunérations ou aux revenus privés correspond la notion de produits nets, tandis que s'agissant des rémunérations publiques on doit considérer les rémunérations brutes.

Cela tient à ce que les retenues patiquées et les impôts précomptés sur les rémunérations publiques n'ont pas à être restitués.

Avant leur éviction, certains fonctionnaires, propriétaires d'un domaine agricole ou membres de l'enseignement principalement exerçaient déjà, sans violation des règles sur l'incompatibilité de fonctions, des activités d'un caractère privé qu'ils ont développées depuis, jusqu'au moment de la réintégration. Pour ces fonctionnaires, une comparaison sera établie entre la moyenne des bénéfices ou des honoraires imposés sur trois années au titre des impôts cédulaires antérieurement à la date d'éviction et les chiffres imposés pendant la période suivante. Ce n'est que l'accroissement de sommes qui entrera dans le deuxième élément servant au calcul de l'indemnité réparatrice.

Là où n'existent pas d'impôts cédulaires ou analogues, les autorités locales rechercheront un autre moyen d'appréciation.

Pour faciliter le calcul des impôts dus, par les fonctionnaires intéressés, leurs comptes seront établis par année, au débit comme au crédit;

c) La détermination des rémunérations repose uniquement sur le système des déclarations contrôlées.

A la demande des administrations, les intéressés remettront une déclaration sur l'honneur des sommes publiques et plus spécialement des sommes privées qu'ils ont perçues pour services rendus pendant la période d'éloignement.

A défaut de preuves, quelquefois difficiles à obtenir, les autorités administratives compétentes devront se faire produire par les intéressés tous les documents utiles, tels que feuilles de paye, avis de déclaration des sommes payées et des retenues opérées par l'employeur pour le compte du Trésor et avertissement d'ordre fiscal ou certificats de non-imposition.

Dans le cas de déclarations inexactes ou fausses, il y a lieu de distinguer selon qu'il s'agit d'erreurs involontaires ou d'indications sciemment inexactes ou fausses. Pour les premières, seule sera exercée l'action en répétition de l'indu. Pour les autres, aux sanctions disciplinaires du texte primitif s'ajoutent, indépendamment du reversement de l'indu :

Le paiement des intérêts,
Les poursuites pénales.

C'est à l'administration qu'appartiendra l'obligation de fournir la preuve de la mauvaise foi du déclarant.

Les intérêts seront les intérêts légaux ou, à défaut, ceux couramment pratiqués à la date du paiement de l'indemnité réparatrice.

Conformément aux dispositions du paragraphe 3^o, il ne sera exigé aucun reversement de la part des fonctionnaires réintégrés si le total des sommes composant le second élément dépasse le montant des émoluments bruts rétablis. La différence correspond à des services faits sur lesquels l'administration n'a aucun droit.

En aucun cas, toutefois, l'application de cette disposition ne pourra avoir pratiquement pour effet de dispenser le fonctionnaire intéressé du versement des retenues rétroactives pour pensions.

Au cas de décès survenu avant l'expiration des délais prescrits, les déclarations seront réclamées aux héritiers.

Du point de vue fiscal, afin d'éviter les conséquences dommageables pouvant résulter du caractère progressif de l'impôt, l'ordonnance décide : « les intéressés seront remplacés, en ce qui concerne l'impôt général sur le revenu et l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires dans la même situation que s'ils avaient perçu leurs traitements, soldes et indemnités aux échéances respectives pendant la période où ils se sont trouvés écartés de l'administration ».

Ainsi, les taux de l'impôt seront ceux en vigueur l'année au titre de laquelle les émoluments auraient dû être payés.

C'est, dans le domaine fiscal, l'application du principe en vertu duquel les fonctionnaires sont rétablis dans leurs droits et situation.

Les administrations devront effectuer la perception de l'impôt à la source, en appliquant les barèmes respectivement en vigueur chacune des années auxquelles correspondent les émoluments dont il est fait le rappel aux intéressés. Cette mesure ne saurait soulever aucune objection puisqu'on se trouve en présence d'opérations administratives de régularisation avec détermination des créances et des dettes.

En conséquence, les services liquidateurs voudront bien transmettre copie des comptes des intéressés aux services de l'assiette.

Les impôts seront calculés par année sur le montant du crédit correspondant à cette année, après déduction toutefois des sommes correspondant aux allocations familiales et aux retenues pour la retraite qui échappent à l'impôt. Mais, de la somme ainsi trouvée, il faudra déduire s'il y a lieu, les impôts déjà payés cette même année par les intéressés en leur qualité précisément de fonctionnaires.

Le total net des impôts viendra donc en déduction du solde créditeur.

La différence sera mandatée aux intéressés : le montant net des impôts sera mandaté au Trésor.

Toutefois, il n'y aura pas lieu d'exiger le versement de ces impôts dans la mesure où leur montant dépasserait l'indemnité réparatrice telle qu'elle résultera de l'établissement du décompte réglementaire. Le paiement des impôts, dans ce cas, aboutirait au remboursement interdit par l'article 8, 3^o, de l'ordonnance.

La question, enfin, a été posée de savoir si l'indemnité réparatrice était susceptible de faire l'objet d'oppositions.

Cette question intéresse les comptables qui sont tenus de se conformer en cette matière, sous leur responsabilité personnelle, aux règles du droit commun.

En l'absence d'une disposition de l'ordonnance prononçant l'insaisissabilité, les comptables devront examiner avec soin les décomptes ayant servi au calcul de l'indemnité afin d'appliquer à chacun des éléments qui la composent : traitements, allocations de cherté de vie, familiales et autres, les prescriptions légales qui le concernent.

La situation des fonctionnaires mobilisés avant la date de la décision qui les rétablit dans leurs droits donnera lieu à l'établissement de deux comptes différents.

Le premier fera ressortir, suivant les indications qui précèdent, le solde créditeur à la veille du jour de l'appel ou du rappel sous les drapeaux.

Le second sera établi d'après les règles en vigueur pour la détermination de l'indemnité différentielle.

Dans tous les cas où un examen susceptible de retarder outre mesure le règlement définitif appa-

raitrait nécessaire, les administrations sont autorisées à procéder par acomptes jusqu'à concurrence des huit dixièmes du montant des sommes dues, calculé d'après les déclarations des intéressés.

Les réparations pécuniaires (traitements et indemnités) sont à la charge du budget qui supportait le traitement principal des fonctionnaires avant la date de leur éloignement de l'administration ou du préjudice de carrière, sauf dans le cas précédemment prévu à l'article 2 où il s'agit de fonctionnaires promus puis licenciés par l'autorité de fait et qui ne sont pas réintégrés dans l'administration qui les occupait lors de leur éviction. Elles seront imputées sur un chapitre spécial ouvert pour mémoire au budget de chaque ministère. Ces chapitres seront crédités ultérieurement par répartition d'un crédit global qui sera ouvert à cet effet au budget du ministère des finances.

Dans l'hypothèse où les fonctionnaires seraient placés en surnombre lors de leur réintégration, le montant de leurs diverses rémunérations sera imputé sur les chapitres de traitements et indemnités du budget de l'exercice en cours. En cas d'insuffisance de crédits, il sera néanmoins procédé aux paiements. Des mesures de régularisation seront prises ultérieurement.

ART. 9. — L'article 2 (§ 3) a prévu la possibilité de refuser leur réintégration aux fonctionnaires qui ont, par leurs actes, leurs écrits ou leur attitude personnelle depuis le 16 juin 1940 :

1^o — Soit favorisé les entreprises de toute nature de l'ennemi;

2^o — Soit contrarié l'effort de guerre de la France et de ses alliés;

3^o — Soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles ou aux libertés politiques fondamentales;

4^o — Soit sciemment tiré ou essayé de tirer un bénéfice matériel direct de l'application des règlements de l'autorité de fait contraires aux lois en vigueur le 16 juin 1940.

Lorsque les faits relevés à l'encontre du fonctionnaire ne paraissent pas d'une gravité telle qu'ils justifient un refus de réintégration, l'article 9 permet de refuser aux fonctionnaires qui seraient néanmoins réintégrés tout ou partie des réparations pécuniaires auxquelles ils auraient été normalement en mesure de prétendre en vertu de l'article 8.

Tout pouvoir d'appréciation est laissé à cet égard aux administrations.

ART. 10. — En principe, les fonctionnaires évincés doivent être réaffectés à leur poste d'origine.

Les droits acquis par le remplaçant ne peuvent primer les droits plus anciens du fonctionnaire évincé.

L'article 10 ouvre toutefois aux autorités compétentes pour prononcer les réintégrations la faculté d'affecter les intéressés à un poste de leur administration autre que celui qu'ils ont dû quitter.

Cette dérogation au principe ci-dessus rappelé a une portée limitée. Recommandation est faite aux administrations de n'y avoir recours que s'il ne leur est pas possible d'agir autrement et compte tenu des « nécessités de l'effort de guerre et de l'intérêt du service ».

Elle n'aura au surplus qu'un caractère provisoire, l'intéressé pouvant prétendre ultérieurement être affecté au poste qu'il occupait dans le passé lorsque les motifs qui s'opposaient à cette mesure auront disparu.

L'article 10 dispose en outre : « Si l'intéressé refuse de rejoindre le poste auquel il est affecté, il sera considéré immédiatement comme ayant renoncé à sa réintégration et aux réparations qu'elle comporte.

Cette disposition lie incontestablement la réintégration et, par conséquent, le droit aux réparations à l'acceptation du poste proposé.

S'il est vrai que c'est dans le principe de la réintégration que les intéressés puisent leur droit à indemnisation comme conséquence de la reconstitution de leur carrière, il n'en demeure pas moins que c'est de l'acceptation même du poste qu'ils tirent le droit de percevoir l'indemnité.

En s'attachant à ne pas laisser courir le délai entre la réintégration et la désignation du poste, les autorités administratives éviteront sans doute les difficultés qui pouvaient surgir sur l'appréciation du droit.

Les frais de déménagement et de déplacement du fonctionnaire et de sa famille depuis sa résidence primitive ou actuelle jusqu'à celle du nouveau poste, seront remboursés conformément aux règles en vigueur, sauf si le déplacement a été effectué à la demande de l'intéressé pour convenances personnelles.

L'article 10 ne saurait bien entendu trouver application dans le cas du fonctionnaire qui, entre la mesure prise à son encontre et la revision de sa situation, aura atteint la limite d'âge ou aura été reconnu définitivement inapte par une commission de réforme.

ART. 11. — L'ordonnance du 9 août 1944 a rendu immédiatement applicable sur le territoire continental une ordonnance du Comité français de la libération nationale en date du 2 octobre 1943 portant annulation de l'acte dit loi du 11 octobre 1940 relatif au travail féminin et réintégration de certains fonctionnaires et agents.

L'article 4 de cette dernière ordonnance vise le cas où des agents du sexe féminin auraient été mis en position de congé sans solde ou à la retraite par application de l'acte dit loi du 11 octobre 1940 pour des motifs étrangers à l'application de cet acte, notamment en raison de leur attitude d'hostilité envers le gouvernement de fait de Vichy ou de leur appartenance à des sociétés secrètes ou de leur qualité de Juifs. Ledit article 4 précise que les administrations, après examen du dossier, devront appliquer aux intéressés le bénéfice des dispositions de l'article 6 de l'ordonnance du 4 juillet 1943, modifiée par celle du 5 août 1943, concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires, agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés.

L'ordonnance du 4 juillet 1943 n'ayant pas été rendue applicable au territoire continental, c'est l'ordonnance du 29 novembre 1944 qu'il convient d'appliquer en l'espèce, notamment les dispositions de l'article 8.

ART. 12. — Cet article a pour but d'étendre le bénéfice de l'ordonnance aux magistrats, fonctionnaires et

agents civils et militaires relevés de leurs fonctions pour motif d'ordre racial, en raison de leur appartenance à des sociétés secrètes ou parce qu'ils ne possédaient pas la nationalité française à titre originaire et déjà réintégrés en vertu de textes antérieurs.

Les intéressés sont en mesure de se prévaloir en particulier des dispositions des articles 6, 7 et 8.

Bien entendu, il ne saurait être question de procéder à une nouvelle revision de la situation des fonctionnaires qui, ayant été frappés par une mesure d'éviction en application, soit de l'acte dit loi du 17 juillet 1940, soit des textes sur les Juifs, les membres des sociétés secrètes ou les personnes ne possédant pas la nationalité française à titre originaire, soit de l'acte dit loi du 11 octobre 1940 sur le travail féminin, ont déjà été reclassés en application de l'ordonnance du Comité français de la libération nationale du 4 juillet 1943.

ART. 13. — L'ordonnance ne peut évidemment être appliquée qu'aux fonctionnaires et agents se trouvant actuellement en territoire libéré.

Il était donc nécessaire de prévoir une prorogation des divers délais fixés aux articles précédents pour les fonctionnaires se trouvant encore dans des régions toujours occupées par l'ennemi ou qui auraient été déportés ou internés en territoire ennemi.

Cet article vise en particulier les fonctionnaires résidant actuellement en Indochine.

Il convient d'ailleurs d'en étendre les dispositions aux fonctionnaires qui, se trouvant en France, occupaient des postes relevant du gouvernement général de l'Indochine et auxquels il ne pourrait être fait application des dispositions de l'article 10.

Les administrations sont invitées à assurer la stricte application des dispositions qui précèdent. Si des difficultés d'application se révélaient, elles auraient à saisir le ministre des finances sous le timbre de la direction du budget.

Echanges commerciaux

N° 36 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

19 janvier 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 30 novembre 1944 qui :

1° — fixe les conditions d'importation en France et dans les territoires français d'outre-mer des marchandises étrangères, ainsi que les conditions d'exportation et de réexportation des marchandises hors de France et des territoires d'outre-mer à destination de l'étranger;

2° — établit certaines formalités au point de vue des échanges entre la France et les territoires français d'outre-mer;

— 3° — abroge notamment les actes dits « décret et les deux arrêtés interministériels du 9 avril 1940 » relatifs au contrôle des exportations françaises vers les pays neutres ainsi que l'acte dit « arrêté interministériel du 30 juin 1942 » relatif aux prohibitions de sortie et aux engagements de non réexportation.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie nationale, du ministre des finances, du ministre du ravitaillement, du ministre de l'agriculture, du ministre de la production industrielle, du ministre de la marine, du ministre des colonies, du ministre des travaux publics et des transports et du ministre délégué pour l'Afrique du Nord;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre et notamment l'article 56 (art. 23 et 26 bis du code des douanes);

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 réglementant l'importation des marchandises de toute origine et de toute provenance, ensemble les arrêtés des 1^{er} septembre 1939 et 15 janvier 1941 et les actes dits lois des 22 février 1941 et 15 janvier 1942;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi; ensemble le décret du 1^{er} septembre 1939 portant interdiction et restrictions des rapports avec l'ennemi, modifié par l'ordonnance du 6 octobre 1943 (art. 3), le décret du 9 avril 1940 relatif au contrôle des exportations françaises vers les pays neutres, l'arrêté du 9 avril 1940 relatif au contrôle des importations en provenance des pays neutres;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les décrets-lois des 20 janvier et 24 avril 1940;

Vu la loi du 13 avril 1938, codifiée par les articles 287, 294 et 322 *ter* du code des douanes relatifs à l'application des prohibitions de sortie en Algérie et dans les colonies;

Vu l'ordonnance du 22 juin 1944 instituant le service des importations et des exportations;

Vu l'article 7 (1^{er} alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes maintenant provisoirement en application;

L'acte dît loi du 22 février 1944 instituant le service central des licences d'importation et d'exportation;

L'acte dît arrêté du 30 juin 1942 relatif aux prohibitions de sortie et aux engagements de non-réexportation, modifié par les actes dits arrêtés des 26 novembre 1942, 19 mars 1943, 20 avril 1943, 20 octobre 1943, 18 février 1944, 19 avril 1944, 30 mai 1944 et 26 juin 1944;

Vu le décret du 22 novembre 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

DECRETE :

SECTION PREMIERE

Prohibitions d'importation des marchandises étrangères

ARTICLE PREMIER. — L'entrée en France sous un régime douanier quelconque des marchandises étrangères n'est permise qu'au vu d'une autorisation individuelle d'importation délivrée par le service central des licences d'importation et d'exportation, dans les conditions prévues par la loi provisoirement applicable du 22 février 1944.

ART. 2. — Des dérogations générales peuvent, toutefois, être autorisées; elles sont publiées au *Journal officiel* sous forme d'avis aux importateurs.

ART. 3. — Les demandes d'autorisation prévues par l'article 1^{er} sont établies en six exemplaires sur im-

primés conformes au modèle déposé dans les chambres de commerce.

Les autorisations délivrées ont une validité de cent vingt jours pour les importations en provenance des pays d'Europe et de cent quatre-vingts jours pour celles en provenance des pays extra-européens; ces délais de validité ne comprennent pas le jour de la délivrance de l'autorisation d'importation.

ART. 4. — Les dispositions des articles 1^{er} et 2 ci-dessus sont applicables aux importations de l'étranger en Algérie, dans les colonies, dans les protectorats français et territoires sous mandat français; les autorisations individuelles d'importation dans ces territoires sont délivrées par les gouverneurs généraux et gouverneurs ou par leur délégué.

SECTION II.

Prohibition d'exportation des marchandises à destination de l'étranger.

ART. 5. — L'exportation et la réexportation hors de la France métropolitaine en suite de tout régime douanier, à destination de l'étranger de toute marchandise, n'est permise qu'avec une autorisation individuelle d'exportation délivrée par le service central des licences d'importation et d'exportation dans les conditions prévues par la loi provisoirement applicable du 22 février 1944.

ART. 6. — Des dérogations générales peuvent toutefois être autorisées; elles sont publiées au *Journal officiel* sous forme d'avis aux exportateurs.

ART. 7. — Les demandes d'autorisation prévues à l'article 5 sont établies en six exemplaires sur imprimés conformes au modèle déposé dans les chambres de commerce. Les autorisations délivrées ont une validité de cent vingt jours, quel que soit le pays de destination; ce délai de validité ne comprend pas le jour de délivrance de l'autorisation d'exportation.

ART. 8. — Les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessus sont applicables aux exportations de l'Algérie, des colonies, protectorats français et territoires sous mandat français vers l'étranger. Les autorisations individuelles d'exportation au départ de ces territoires, sont délivrées par les gouverneurs généraux et gouverneurs ou par leurs délégués.

ART. 9. — Sont maintenues en vigueur, sous les modalités antérieures les prohibitions et restrictions d'exportation indiquées à la liste A.

SECTION III.

Contrôle du commerce avec l'ennemi

ART. 10. — L'importation en France, en Algérie, dans les colonies, les pays de protectorat français et les pays sous mandat français, sous un régime douanier quelconque, des produits naturels ou fabriqués originaires ou en provenance des pays qui seront désignés par arrêté ministériel, ne peut être autorisée que sur la production, au bureau de douane d'importation, d'un certificat d'origine et d'intérêt délivré par le consul de France dans la circonscription duquel se trouve le lieu de production ou de fabrication du produit à importer.

ART. 11. — L'exportation ou la réexportation, à destination des pays étrangers qui seront désignés par arrêté ministériel, des marchandises reprises à la liste qui sera également fixée par arrêté ministériel, ne peut être autorisée qu'après production d'un engagement de non-réexportation et de destination finale, reçu et authentifié par le consul de France dans la circonscription duquel se trouve le lieu de destination du produit à exporter ou tout autre document qui, dans certains cas, pourra lui être substitué par décision ministérielle.

ART. 12. — Des dérogations générales ou particulières aux dispositions des articles 10 et 11 ci-dessus pourront être accordées par arrêté ministériel.

Les arrêtés ministériels prévus aux articles 10 et 11 et au présent article sont pris par le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie nationale, le ministre des finances et le ministre des colonies.

Les conditions d'application des articles 10 et 11 ci-dessus sont fixées par instruction ministérielle et publiées par des avis aux importateurs et aux exportateurs.

SECTION IV.

Relations entre la France métropolitaine et les territoires français d'outre-mer.

ART. 13. — L'expédition ou la réexpédition hors de la France métropolitaine, en suite de tout régime douanier, de toute marchandise, à destination de l'Algérie, des colonies, des pays de protectorat français et des pays sous mandat français, est subordonnée à une autorisation d'expédition délivrée aux expéditeurs métropolitains par le service central des licences d'importation et d'exportation.

Les autorisations d'expédition ainsi délivrées valent autorisations d'importation dans les territoires français d'outre-mer.

ART. 14. — Les demandes d'autorisation d'expédition sont établies en six exemplaires sur imprimés conformes au modèle déposé dans les chambres de commerce.

ART. 15. — L'expédition ou la réexpédition hors de l'Algérie, des colonies, des pays de protectorat français et des pays sous mandat français, en suite de tout régime douanier, de toute marchandise, à destination de la France métropolitaine, est subordonnée à une autorisation d'expédition délivrée aux expéditeurs de la France d'outre-mer par les gouverneurs généraux, gouverneurs et résidents généraux, ou par leurs délégués.

Les autorisations d'expédition ainsi délivrées valent autorisations d'importation dans le territoire métropolitain.

ART. 16. — Les demandes d'autorisation d'expédition visées à l'article 15 sont établies en six exemplaires sur des imprimés analogues à ceux prévus à l'article 13 ci-dessus.

ART. 17. — Les dispositions des articles 13 et 16 du présent décret sont applicables aux échanges de marchandises entre l'Algérie, les colonies, les pays de protectorat français et pays sous mandat français.

ART. 18. — Des dérogations générales peuvent être autorisées; elles sont fixées, ainsi que les conditions d'application des articles 13 et 17 ci-dessus, par instruction ministérielle et publiée au *Journal officiel* par des avis aux importateurs et aux exportateurs.

SECTION V.

Dispositions communes.

ART. 19. — Les autorisations individuelles visées aux articles 1^{er}, 4, 5, 8, 13 et 15, ainsi que celles exigibles pour les échanges intercoloniaux en application de l'article 17, sont délivrées conformément aux plans d'échanges et de transports établis par le Gouvernement.

ART. 20. — Le décret du 9 avril 1940, relatif au contrôle des exportations françaises, l'arrêté du 9 avril 1940, relatif au contrôle des importations des pays neutres, les arrêtés des 30 juin 1942, 26 novembre 1942, 19 mars 1943, 20 avril 1943, 20 octobre 1943, 18 février 1944, 19 avril 1944, 30 mai 1944 et 26 juin 1944 provisoirement applicables, relatifs aux prohibitions de sortie et aux engagements de non-réexportation, sont abrogés.

ART. 21. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie nationale, le ministre des finances, le ministre du ravitaillement, le ministre de l'agriculture, le ministre de la production industrielle, le ministre de la marine, le ministre des colonies, le ministre des travaux publics et des transports et le ministre délégué pour l'Afrique du Nord, sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 novembre 1944.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le ministre des affaires étrangères,

Georges BIDAULT.

Le ministre de l'intérieur,

A. TIXIER

Le ministre de l'économie nationale,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le ministre des finances,

R. PLEVEN

Le ministre du ravitaillement,

Paul RAMADIER.

Le ministre de l'agriculture,

TANGUY-PRIGENT.

Le ministre de la production industrielle,

Robert LACOSTE.

Le ministre de la marine,

Louis JACQUINOT.

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

Le ministre des travaux publics et des transports,

René MAYER.

Le ministre délégué pour l'Afrique du Nord,

CATROUX.

Liste des marchandises dont la prohibition d'exportation est maintenue sous les modalités antérieures

NUMÉRO du tarif douanier	DESIGNATION DES MARCHANDISES	TEXTES INSTITUTIFS de la prohibition
Ex. 15. Ex. 48.	Chiens de forte race Huîtres plates indigènes et portugaises (gryphées, de moins de 5 ^{cm} , suivant leur plus grand diamètre).	Loi du 11 janvier 1892 (tableau B, n° 665). Décrets des 30 mai 1889 et 8 septembre 1930.
Ex. 170.	Bulbilles de narcisses ayant une circonférence de 11 ^{cm} , et moins	Décret du 29 décembre 1926.
Ex. 401, Ex. 481, Ex. 459, Ex. 468, Ex. 438 bis Ex. 439, Ex. 470, Ex. 471.	Cartes topographiques à l'échelle 1/200 000 ^e et aux échelles plus grandes publiées par le service géographique de l'armée et par ses annexes d'outre-mer. Cartes géographiques à l'échelle de 1/100 000 ^e et aux échelles plus grandes publiées par des éditeurs privés mentionnant spécialement les installations hydroélectriques ainsi que les lignes de transport de force, et, d'une manière générale, tous renseignements susceptibles d'intéresser la défense nationale, à l'exception des cartes routières et touristiques.	Décret du 25 août 1939.
469 quater	Films cinématographiques impressionnés	Décret-loi du 24 août 1939. Décrets des 27 août et 12 septembre 1939.
473	Contrefaçons en librairie	Loi du 11 janvier 1892 (tableau B, n° 656).
Divers.	Matériel de guerre, produits explosifs et matières premières diverses pouvant être utilisées pour la fabrication des poudres et explosifs, produits pouvant contenir des matières premières pour la fabrication des gaz de combat.	Loi du 15 octobre 1940 et arrêté du 18 novembre 1940, modifié par l'arrêté du 24 décembre 1942.
Ex. 14 quater	Pigeons voyageurs	Code des douanes (art. 28).
Divers.	Substances vénéneuses	Lois des 19 juillet 1845, 12 juillet 1916 et 13 juillet 1922, décret-loi du 29 juillet 1939 (art. 130), décrets des 14 septembre 1916, 12 octobre 1928, 20 mars 1930 et 9 novembre 1937.
	Matières d'or (or monnayé, or en barres, en lingots ou en plaques, or à usage industriel ou autre, déchets et objets d'or).	Décret-loi du 9 septembre 1939 (art. 3), loi du 22 février 1941, ordonnance du 7 octobre 1944, décret du 24 avril 1940 (art. 21 à 24), arrêté ministériel du 23 février 1941.
	Capitaux (moyens de paiement; pièces de monnaie françaises, coloniales ou étrangères, billets de banque français, coloniaux ou étrangers, chèques, coupons, arrérages, lettres de crédit, traites, effets, droits de souscription et toutes autres créances de même nature, quelle que soit la monnaie dans laquelle elles sont libellées, valeurs mobilières, titres de propriété ou de créance).	Décret-loi du 9 septembre 1939 (art. 1 ^{er} et 2), décret-loi du 24 avril 1940 (art. 1 ^{er}), loi du 18 octobre 1940, loi du 15 avril 1942, décret du 24 avril 1940 (art. 1 ^{er} à 20), décret du 10 octobre 1940 (art. 1 ^{er}), décret du 20 décembre 1940 (art. 1 ^{er}).

Administrateurs des colonies

N° 37 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

19 janvier 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 2 décembre 1944 portant modification, pour la durée des hostilités, du décret du 10 juillet 1920, réorganisant le corps des administrateurs des colonies (nominations sans concours au grade

d'administrateur-adjoint de 3^e classe de certains adjoints principaux et adjoints des services civils des colonies).

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies, et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 31 décembre 1941, notamment en ce qui concerne les agents mobilisés dans les bataillons de marche candidats au concours dit « du stage »;

Vu le décret du 22 novembre 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités, pourront être nommés sans concours, administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies les adjoints principaux et adjoints des services civils des colonies, âgés d'au moins 30 ans, qui ont collaboré activement au Mouvement de la Libération des colonies ralliées aux autorités de la France libre, ou qui, en service en France ou dans un territoire français d'outre-mer non rallié à la France libre, ont été inculpés, incarcérés ou condamnés par les autorités de fait du soi-disant gouvernement de Vichy pour leur ralliement personnel.

Pourront également bénéficier de la même mesure ceux qui ont participé à des opérations militaires, soit dans les Forces régulières de la France libre, soit dans des organisations reconnues par les autorités de la France libre.

ART. 2. — Les adjoints principaux des services civils qui, au moment de leur nomination jouissent d'un traitement supérieur à celui d'administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies le conservent lorsqu'ils sont nommés à ce grade, jusqu'au moment où les avancements obtenus leur donnent droit à un traitement supérieur.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel* de la République française et inséré au *bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 2 décembre 1944.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Transferts de capitaux

N^o 45 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

26 janvier 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté interministériel du 2 décembre 1944 fixant les conditions des transferts de capitaux entre le territoire métropolitain, la Corse et la France d'outre-mer.

Le Ministre des Finances :

Vu la loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 24 avril 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre provisoire, sont étendues aux relations entre la France continentale, d'une part, la Corse, l'Algérie et la Tunisie, d'autre part, les dispositions de la réglementation des changes applicables aux relations de la métropole avec les colonies françaises, le Maroc et les pays sous mandat français.

Toutefois, les opérations faites par la voie postale sont limitées à l'envoi de mandats-cartes ou de mandats télégraphiques d'un montant maximum de cinq mille francs émis par le bureau de poste de la résidence de l'expéditeur.

Les autres transferts de fonds ou de valeurs s'effectuent par l'entremise des banques d'émission locales ou des intermédiaires agréés, sous le contrôle de l'Office des changes ou de la caisse centrale de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Sont autorisés d'une manière générale, par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, les transferts de fonds par voyageurs à concurrence d'un maximum de vingt-six mille francs par personne et par voyage dans les conditions définies par les articles 4 à 7.

ART. 3. — Les envois recommandés ou chargés à destination de la Corse, de l'Algérie et de la Tunisie doivent être présentés ouverts à l'employé des postes chargé de les recevoir et doivent être fermés en sa présence après vérification de leur contenu.

ART. 4. — Le montant maximum en billets de la Banque de France dont les voyageurs à destination ou en provenance de la Corse et des divers territoires de la France d'outre-mer sont autorisés à être porteurs à l'entrée et à la sortie du territoire métropolitain continental est fixé à mille francs.

Cette somme, selon qu'il s'agit de voyageurs à destination ou en provenance de la Corse ou des autres territoires, ne peut être composée que de coupures dont la détention n'est pas prohibée en Corse ou dans ces autres territoires.

ART. 5. — Le montant maximum en billets de la caisse centrale de la France d'outre-mer, du Trésor, de la banque de l'Algérie, de la banque d'Etat du Maroc ou des banques coloniales, ainsi qu'en chèques ou lettres de crédit, dont les personnes visées à l'article 4 sont autorisées à être porteurs à l'entrée ou à la sortie du territoire métropolitain continental est fixé à vingt-cinq mille francs.

ART. 6. — A l'entrée et à la sortie du territoire métropolitain continental, les moyens de paiement excédant les maxima fixés par les articles 4 et 5 doivent être constitués en dépôt de douane.

Ces moyens de paiement peuvent être :

- a) Soit restitués à l'intéressé lors de son retour dans son territoire de provenance;
- b) Soit expédiés à une banque de son choix dans ce dernier territoire;

COLONIE D'ORIGINE PORT D'EMBARQUEMENT	NATURE DES PRODUITS	PRIX FOB		
		1 ^{er} CHOIX	2 ^e CHOIX	3 ^e CHOIX
1 ^o /Sénégal — Mauritanie — Soudan — Circonscription de Dakar & Dépendances Port d'embarquement : DAKAR	a) Cuirs secs arseniqués plats, boucherie	19 400	14.250	9.350
	b) Cuirs secs arseniqués bossus, boucherie	17.500	12.900	8.500
	c) Cuirs secs arseniqués plats, brousse	16.000	12.000	8.200
	d) Cuirs secs arseniqués bossus, brousse	14.600	10.600	7.400
	e) Cuirs salés secs, boucherie	12.000	9.300	5.750
	f) Cuirs salés verts, abattoirs	8.250	5.200	—
	g) Cuirs secs apprêtés, brousse	12.800	9.300	6.000
	h) Peaux de chèvres arseniquées sèches, boucherie	33.000	24 000	15.500
	i) Peaux de chèvres arseniquées sèches, brousse	27.000	20.000	13.200
	j) Peaux de chèvres apprêtées, brousse	25.000	17.200	11.100
	k) Peaux de chèvres salées sèches	23.000	16.600	10.500
	l) Peaux de moutons arseniquées sèches, boucherie	29.500	21.200	14.500
	m) Peaux de moutons arseniquées sèches, brousse	23.000	15.300	9.100
2 ^o /Guinée Française Port d'embarquement : CONAKRY	a) Cuirs secs arseniqués type « Conakry », bouch.	21.500	15.600	10.100
	b) Cuirs secs arseniqués type « Conakry », brous.	18.000	13.300	8 900
	c) Cuirs secs arseniqués type « Soudan », bouch.	18.300	13.500	9.300
	d) Cuirs secs arseniqués type « Soudan », brousse	15.200	11.300	7.400
	e) Peaux de chèvres arseniquées sèches, boucherie	33.000	24.000	15.500
	f) Peaux de chèvres arseniquées sèches, brousse	27.000	20.000	13.200
	g) Peaux de moutons arseniquées sèches, bouch.	29.500	21.200	14.500
	h) Peaux de moutons arseniquées sèches, brousse	23.000	15.300	9.100
3 ^o /Côte d'Ivoire, Togo, Dahomey Ports d'embarquement : ABIDJAN, LOMÉ, COTONOU	a) Cuirs secs arseniqués plats, boucherie	19.400	14.250	9.350
	b) Cuirs secs arseniqués bossus, boucherie	17.500	12.900	8.500
	c) Cuirs secs arseniqués plats, brousse	16.000	12.000	8.200
	d) Cuirs secs arseniqués bossus, brousse	14.600	10.600	7.400
	e) Peaux de chèvres arseniquées sèches, boucherie	33.000	24.000	15.500
	f) Peaux de chèvres arseniquées sèches, brousse	27.000	20 000	13.200
	g) Peaux de moutons arseniquées sèches, bouch.	29.500	21.200	14.500
	h) Peaux de moutons arseniquées sèches, brousse	23.000	15.300	9.100

ART. 2. — Les valeurs des ressorties moyennes sur lesquelles seront calculés les montants des droits de douane à la sortie quel que soit le choix déclaré des cuirs et peaux, sont les suivants, à la tonne :

- a) Cuirs secs arseniqués plats boucherie et brousse, en provenance du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan, de la Circonscription de Dakar et Dépendances, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Dahomey 11.500
- b) Cuirs secs arseniqués bossus boucherie et brousse, en provenance du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan, de la Circonscription de Dakar et Dépendances, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Dahomey 10.400
- c) Cuirs secs arseniqués type « Conakry » boucherie et brousse, en provenance de la Guinée Française 12.700
- d) Cuirs secs arseniqués type « Soudan » boucherie et brousse, en provenance de la Guinée Française 10.900
- e) Cuirs salés secs boucherie en provenance du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan, et

de la Circonscription de Dakar et Dépendances 8.100

f) Cuirs salés verts abattoirs en provenance du Sénégal et de la Circonscription de Dakar et Dépendances 6.300

g) Cuirs secs apprêtés brousse en provenance du Sénégal, de la Mauritanie et du Soudan 8.400

h) Peaux de chèvres arseniquées sèches boucherie et brousse en provenance du Sénégal, de la Mauritanie, de la Circonscription de Dakar et Dépendances, du Soudan, de la Guinée Française, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Dahomey 19.200

i) Peaux de chèvres salées sèches en provenance du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan et de la Circonscription de Dakar et Dépendances 15.100

j) Peaux de chèvres sèches apprêtées brousse en provenance du Sénégal, de la Mauritanie et du Soudan 16.000

k) Peaux de moutons arseniquées sèches boucherie et brousse, en provenance du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan, de la Circonscription de Dakar et Dépendances, de la Guinée Française, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Dahomey 15.700

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux cuirs secs arseniqués expédiés sur la Métropole pour le compte de l'Office Français d'Approvisionnement en vertu du contrat passé avec cet Organisme le 10 mars 1944, et qui restent soumis aux dispositions de l'arrêté n° 1626 SE./P. du 30 avril 1943.

ART. 4. — Les Gouverneurs du Sénégal, du Soudan Français, de la Mauritanie, de la Guinée Française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, le Gouverneur Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances et le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 10 janvier 1945.

P. Le Gouverneur Général en tournée,
Le Gouverneur des Colonies,
Secrétaire Général du Gouvernement Général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
Y. DIGO.

Véhicules automobiles

N° 30 TP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. Haut-Commissaire de la République au Togo en date du :

6 janvier 1945. — Les articles 1 et 4 de l'arrêté 2131 TP. du 29 juillet 1944 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article Premier. — Les prix des véhicules automobiles d'occasion achetés à l'amiable par l'administration civile ou militaire seront déterminés d'après les bases suivantes : »

« Art. 4. — La fixation de ce coefficient sera faite par la commission d'évaluation désignée par le Chef de Territoire ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL

C. F. T.

Tarifs

ARRETE N° 12 T.P.T. du 4 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 69 du 28 janvier 1929 approuvant l'ensemble

des tarifs du chemin de fer et tous actes modificatifs à ces textes;

Vu la lettre ministérielle N° 3537 du 26 septembre 1938 homologuant l'ensemble des tarifs du chemin de fer du Togo, modifiés au 1^{er} janvier 1938;

Vu l'arrêté N° 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu la décision N° 455 T. P. du 31 octobre 1944 désignant les membres du conseil économique du réseau des chemins de fer du Togo;

Vu l'arrêté N° 7 S. T. du 3 octobre 1939 du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté général N° 3926 T. P. du 2 novembre 1942 approuvant l'arrêté N° 552 du 29 septembre 1942 du Commissaire de la République au Togo étendant dans ce territoire la tarification en vigueur en A.O.F. et créant un fascicule 2 spécial au réseau du Togo;

Vu les arrêtés généraux Nos 3579 T. P. et 3584 T. P. du 8 octobre — 2796 et 2797 TP/PG. du 4 août 1943 et 2049 TP/PG. du 22 juillet 1944 modifiant les tarifs du chemin de fer du Togo;

La chambre de commerce consultée;

Vu les avis formulés par les membres du conseil économique et du comité du réseau dans sa séance du 22 décembre 1944;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, directeur du réseau des chemins de fer du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier des tarifs généraux de grande vitesse est modifié comme suit :

Prix de base — Les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau du Togo sont fixés d'après les bases suivantes :

1 ^{re} classe	1.50	{ par voyageur et par km.
2 ^e classe	1,—	
3 ^e classe		

Parcours simple de :

	francs
0 à 14 kilomètres inclus	5
Au delà de :	
14 à 24 kilomètres inclus	10
24 à 34 kilomètres inclus	15
34 à 44 kilomètres inclus	20
44 à 54 kilomètres inclus	25
54 à 64 kilomètres inclus	30
64 à 74 kilomètres inclus	35
74 à 84 kilomètres inclus	40
84 à 94 kilomètres inclus	45
94 à 104 kilomètres inclus	50
104 à 114 kilomètres inclus	55
114 à 124 kilomètres inclus	60
124 à 134 kilomètres inclus	65
134 à 144 kilomètres inclus	70
144 à 154 kilomètres inclus	75
154 à 164 kilomètres inclus	80
164 à 174 kilomètres inclus	85
174 à 184 kilomètres inclus	90
184 à 194 kilomètres inclus	95
194 à 204 kilomètres inclus	100

204 à 214 kilomètres inclus	105
214 à 224 kilomètres inclus	110
224 à 234 kilomètres inclus	115
234 à 244 kilomètres inclus	120
244 à 254 kilomètres inclus	125
254 à 264 kilomètres inclus	130
264 à 274 kilomètres inclus	135
274 à 284 kilomètres inclus	140
284 à 294 kilomètres inclus	145
294 à 304 kilomètres inclus	150
304 à 314 kilomètres inclus	155
314 à 324 kilomètres inclus	160
324 à 334 kilomètres inclus	165
334 à 344 kilomètres inclus	170
344 à 354 kilomètres inclus	175
354 à 364 kilomètres inclus	180
364 à 374 kilomètres inclus	185
374 à 384 kilomètres inclus	190
384 à 394 kilomètres inclus	195
394 à 400 kilomètres inclus	200
Minimum de perception, 5 francs.	

ART. 2. — Il est créé à titre provisoire, un tarif spécial pour les voyageurs effectuant les parcours ci-après :

Lomé-Anécho et vice-versa	20. francs
Lomé-Tsévié et vice-versa (trains de marché exclusivement)	15 francs
Atakpamé-Anié et vice-versa (trains de marché exclusivement)	15 francs.

Pour les 2 relations ci-dessus, bénéficiaires des tarifs spéciaux pour les trains de marché, tout voyageur trouvé dans un train régulier muni d'un billet à tarif réduit, sera considéré comme sans billet et il lui sera fait application des dispositions de l'article 6 des conditions générales d'application des tarifs généraux de grande vitesse.

ART. 3. — Les articles 2 et 3 des tarifs généraux de grande vitesse sont complétés comme suit :

« Les billets demi-tarifs 3^e classe délivrés d'après les bases prévues aux articles 1 et 2 ci-dessus sont arrondis aux 5 francs supérieurs, avec minimum de « perception de 5 francs ».

ART. 4. — Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1^{er} février 1945 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 janvier 1945.

J. NOUTARY.

Approuvé par arrêté général n° 344 TPDG/TC du 30 janvier 1945.

Lubrifiants

ARRETE N° 20 AE./3 du 11 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;
Vu les arrêtés généraux des 30 août et 8 septembre 1943;
Vu la lettre en date du 23 décembre 1944 de P. U. A. C.;
Vu l'avis de la commission des prix dans sa séance du 27 décembre 1944;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit à compter de la date de publication du présent arrêté les prix de vente à Lomé, taxe de transaction comprise des lubrifiants ci-dessous :

	PRIX DE GROS	PRIX DE DETAIL
	100 KILOS	LITRE
Gg. Mobiloil Arctic.	2.255	22.35
— — A, AF, BB, B.	2.179	21.60
— — D.	2.296	22.80
— — C, CW.	2.138	21.25
— — GX, GXH, EP.	2.383	23.65
Enjoil SAE 10-70	1.332	13.20
— GEARS	1.413	14.00
Gg. SUP CYL. EX. HEGLA oil	2.082	20.65
— — — 600 W. oil	2.000	19.85
— Valve oil.	1.832	18.15
— Cylinder oil Z.	1.796	17.80
— Cylinder oil H.	1.781	17.65
— Cylinder oil 600 W.	1.812	17.95
— Dte oil EXT. HEAVY.	1.802	17.85
— Dte oil EXT. HEAVY X.	1.755	17.40
— Dte oil HEAVY.	1.786	17.70
— Dte oil HEAVY X.	1.816	18.00
— Dte oil HEAVY MEDIUM	1.724	17.10
— Dte oil LIGHT.	1.724	17.10
— Dte oil N° 1-4	1.719	17.10
— Vacuoline oil C.	1.474	14.60
— Arctic C. HEAVY.	1.464	14.50
— Transformer oil BB.	1.464	14.50
— VISCOLITE LUB 4, 10, 20, 50.	1.362	13.50
SV Ambrex oil ED P. 905	1.128	11.20
— Rubrex oil MED 965.	1.158	11.50
— Rubrex oil EX. HVY. 975.	1.847	18.30
— Rubrex oil 90. P. 985	1.194	11.85
— Cylrex oil A. MIN C. 704.	1.265	12.55
— — — N.	706	1.311
— — 18	707	1.209
— — L.	710	1.337
— — LL.	712	1.260
S/V Black oil H. B.	835	1.148
— — — B.	803	1.214
Gg. MOBILGREASE 1-6.	2.372	23.55
— MOBILUBRICANT	1.852	18.35
— Grease AA. 1 & 2	1.872	18.55
— — AA. N° 3	1.908	18.95
— — B. 1 & 2	1.658	16.45
— — B. N° 3	1.691	16.80
— — B. N° 4	1.740	17.25
— — B. N° 5	1.791	17.75
— — B. R. B.	2.388	23.70

Les prix de vente en dehors de Lomé ne peuvent être majorés que des seuls frais de transport et manutention.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T., des circonscriptions et autres lieux publics,

Lomé, le 11 janvier 1945.

J. NOUTARY.

Internat

N° 21 E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

11 janvier 1945. — L'internat des fils de chefs fonctionnant à Mango et formant école annexe à l'Ecole régionale est supprimé.

Est abrogé l'arrêté du 2 septembre 1930.

Chambre de commerce

Budget

N° 22 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le :

11 janvier 1945. — Est approuvé le budget de la Chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1945 — arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Un Million Cent Mille Sept Cent Cinquante Francs (1.100.750 frs.).

Péripleumonie bovine

N° 25 S. E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

13 janvier 1945. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 245 S/E. du 13 mai 1944 déclarant infectés de péripleumonie bovine les locaux, enclos et pâturages de Palimé-ville dans lesquels se trouvaient les animaux malades ou contaminés.

N° 42 S. E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

25 janvier 1945. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 538 S/E. du 7 octobre 1943 déclarant infectés de péripleumonie bovine les locaux, enclos et pâturages du canton Nakitindi-Ouest dans lesquels se trouvaient les animaux malades ou contaminés.

Le tronçon de la voie sanitaire n° 1 : Tampiodjoga — Nadjoundi — Dapango — Bogou — Mango provisoirement fermé est rouvert à la circulation du bétail.

Enquête de commodo et incommodo

ARRETE N° 32 TP. du 16 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 mars 1926 réglementant le domaine public au territoire du Togo;

Vu le décret du 14 décembre 1927 réglementant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928, déterminant les conditions d'application du décret du 14 décembre 1927;

Vu le rapport N° 852 T. P. du 20 novembre 1944 du chef du service des Travaux publics et des mines du Togo;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet du bornage des lotissements pour dépôts d'hydrocarbures sur un terrain de 6 hectares, situé à l'ouest de la route de Lomé-Atakpamé par Amoutivé au km 4,000.

ART. 2. — Les plans et renseignements nécessaires seront déposés au bureau du cercle de Lomé pendant un mois pour être communiqués tous les jours non fériés aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Avis de ce dépôt et du point de départ du délai d'un mois est donné au préalable par voie d'affichage.

Un registre d'enquête sera dressé par les soins de l'administrateur, commandant le cercle de Lomé, déposé dans les bureaux du cercle et restera ouvert pendant toute la durée du dépôt pour recevoir les réclamations et les dires des intéressés.

ART. 3. — L'adjoint au commandant de cercle de Lomé est désigné comme commissaire enquêteur.

ART. 4. — A l'expiration du délai d'un mois le dossier comprenant toutes les pièces sera soumis au Commissaire de la République au Togo qui statuera.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 janvier 1945.

J. NOUTARY.

Justice

ARRETE N° 41 APA. du 23 janvier 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 186 du 8 avril 1931 rendant applicables dans le territoire du Togo les dispositions des arrêtés N° 231, 232 et 233 du 30 janvier 1931 du Gouverneur général de l'A.O.F., fixant les tarifs des notaires et portant règlement des frais de justice en toutes matières en A.O.F.;

Vu l'arrêté local N° 356 du 25 juin 1931 modifiant les dispositions des articles 105, 111 et suivants de l'arrêté N° 233 du 30 janvier 1931 susvisé, portant règlement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police;

Vu l'arrêté général N° 2372 S. J. du 30 septembre 1932, modifiant celui du 30 janvier 1931, réglant les frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police;

Vu l'arrêté général N° 686 A. P. du 30 mars 1933 complétant l'article 19 de l'arrêté du 30 janvier 1931, portant règlement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, ratifié les 9, 10 et 11 décembre 1933 en conseil de Gouvernement;

Vu l'arrêté général N° 2003 S. J. du 31 août 1933, complétant l'article 2 de l'arrêté général du 30 janvier 1931, portant règlement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police;

Vu l'arrêté général N° 3607 F. du 12 octobre 1942, modifiant les paragraphes 4 et 6 de l'article 63 du titre VII de l'arrêté du 30 janvier 1931, réglant les frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables au Togo les dispositions des arrêtés suivants du Gouverneur général de l'A.O.F.

L'arrêté général n° 2372 S. J. du 30 septembre 1932, modifiant celui du 30 janvier 1931, réglant les frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, (publié J.O. A.O.F. 1932, page 1066);

L'arrêté général n° 686 A. P. du 30 mars 1933, complétant l'article 19 de l'arrêté du 30 janvier 1931; portant règlement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, ratifié les 9, 10 et 11 décembre 1933 en conseil de Gouvernement, (publié J.O. A.O.F. 1933, page 387);

L'arrêté général n° 2003 S. J. du 31 août 1933 complétant l'article 2 de l'arrêté général du 30 janvier 1931; portant règlement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, (publié J.O. A.O.F. 1933, page 969);

L'arrêté général n° 3607 F. du 12 octobre 1942, modifiant les paragraphes 4 et 6 de l'article 63 du titre VII de l'arrêté du 30 janvier 1931, réglant les frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, (publié J.O. A.O.F. 1942, page 942).

ART. 2. — Nonobstant les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté général n° 686 A. P. du 30 mars 1933, susvisé, la retenue de la moitié des émoluments taxés aux fonctionnaires et agents du service de l'identité judiciaire désignés comme experts, s'effectuera au profit du budget du Territoire, à la diligence du Receveur de l'Enregistrement.

L'ordre de recettes de la moitié des émoluments perçus sera émis par l'ordonnateur au profit du budget du Territoire; lorsque le paiement est fait par le Greffier sur les sommes consignées par la partie civile pour frais de procédure.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 janvier 1945.

Pour le Commissaire de la République en tournée,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Surveillance des prix

ADDITIF à l'arrêté n° 414 cps. du 24 juillet 1943 fixant le prix de vente du sucre en poudre — J.O. Togo du 16 août 1943, page 460).

Ajouter :

Approuvé par arrêté général n° 4 SEC/7 en date du 2 janvier 1945.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Mutations

N° 17 p — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du 4 janvier 1945 :

.....
M. Gustave Lucius, ingénieur hors-classe des Travaux Publics, actuellement en service à la Circonscription de Dakar, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

La présente décision aura effet pour compter du jour, soit de la mise en route ou de la prise de service des intéressés.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL INDIGÈNE

Passage à l'échelon supérieur de solde

Par décision N° 24 p. du :

20 janvier 1945. — Est constaté pour compter du 1^{er} janvier 1945, le passage au 2^e échelon des instituteurs stagiaires ci-après désignés :

Mensah Logossou-Faustin,
Kwaku Simon.

Affectations

Par décision N° 18 p. du :

13 janvier 1945. — La sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe Tossou Héloïse (née Têvi), nouvellement mise à la disposition du Commissaire de la République et arrivée au Territoire le 6 janvier 1945, est affectée à la Formation sanitaire de Lomé.

Par décision N° 19 p. du :

13 janvier 1945. — Le moniteur auxiliaire de 2^e cl. de l'Agriculture Tchapodo Tchédre Paul, en service dans la circonscription agricole du nord (subdivision de Sokodé) est affecté au cercle de Mango.

Le moniteur de 2^e classe de l'Agriculture Gblao Esso, en service dans la circonscription agricole du nord (subdivision de Bassari) est affecté à la subdivision de Sokodé, en remplacement du moniteur auxiliaire de 2^e classe Tchapodo Tchédre Paul.

Le moniteur auxiliaire de 4^e classe de l'Agriculture Akakpo Kodjovi René, en service dans la circonscription agricole du centre, est affecté à la circonscription agricole du nord, pour servir dans la subdivision de Bassari, en remplacement du moniteur de 2^e classe Gblao Ezzo.

Par décision N° 22 P. du :

20 janvier 1945. — L'assistant forestier surnuméraire Traoré Diongolo, nouvellement mis à la disposition du Commissaire de la République et arrivé au Territoire le 11 janvier 1945, est affecté à la Section des Eaux et Forêts à Lomé.

Agents auxiliaires

Affectation

Par décision N° 23 P. du :

20 janvier 1945. — Le météorologiste auxiliaire N'Sougan Gabriel, en service à Lomé, est mis à la disposition du Commandant du cercle de Mango pour assurer la marche de la station météorologique de cette circonscription, en remplacement du commis radiotélégraphiste de 5^e classe Dahouénou Louis qui en était provisoirement chargé.

Gardes frontières

Tableau d'avancement

Par arrêté N° 43 P. du :

25 janvier 1945. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le premier semestre de l'année 1945, les agents du cadre local indigène des gardes-frontières des Douanes du Togo dont les noms suivent :

Pour le grade de sergent 2^e échelon :

Amadou Yabana, sergent 1^{er} échelon,
Mensah Georges, sergent 1^{er} échelon,
Ezzo Chabana, sergent 1^{er} échelon.

Pour le grade de garde-frontière de 1^{re} classe :
Tékoué Alfred, garde-frontière de 2^e classe.

Pour le grade de garde-frontière de 2^e classe :
Fahoubo Kabiné, garde-frontière de 3^e classe,
Aholoukpé Hounsavi, garde-frontière de 3^e classe,
Adjiko Auguste, garde-frontière de 3^e classe.

Pour le grade de garde-frontière de 3^e classe :
Kouadou Gourma, garde-frontière de 4^e classe.

Promotion

Par arrêté N° 44 P. du :

25 janvier 1945. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1945 dans le cadre local indigène des gardes-frontières du Togo :

Au grade de sergent 2^e échelon :

Amadou Yabana, sergent 1^{er} échelon,
Mensah Georges, sergent 1^{er} échelon,
Ezzo Chabana, sergent 1^{er} échelon.

Au grade de garde-frontière de 1^{re} classe :
Tékoué Alfred, garde-frontière de 2^e classe.

Au grade de garde-frontière de 2^e classe :
Fahoubo Kabiné, garde-frontière de 3^e classe,
Aholoukpé Hounsavi, garde-frontière de 3^e classe,
Adjiko Auguste, garde-frontière de 3^e classe.

Au grade de garde-frontière de 3^e classe :
Kouadou Gourma, garde-frontière de 4^e classe.

Retraite

Par arrêté N° 38 P. du :

20 janvier 1945. — Le garde-frontière de 5^e classe Monteiro Albert, en service à Lomé, est admis à la retraite pour inaptitude physique.

Forces de Police

Par arrêté N° 31 B.M. du :

16 janvier 1945. — Le garde de 1^{re} classe Dansi Akpadji, N° Mle 1392 du peloton de Lomé, est inscrit au tableau d'avancement du 1^{er} semestre 1945 pour le grade de brigadier de 2^e classe et nommé à ce grade à compter du 1^{er} janvier 1945.

Par arrêté N° 39 B.M. du :

22 janvier 1945. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs de la compagnie des Forces de Police :

à compter du 1^{er} janvier 1945

Tossou Noukadji, stagiaire catégorie B, Mle M/1056 BD, de la Cie des Forces de Police, « pour fin de service ».

Bataboa Atakouna, milicien 2^e classe, Mle M/ 968 BT, « pour inaptitude professionnelle ».

Kadanga Kpandja, stagiaire catégorie B, Mle M/1043 BT, « pour fin de service ».

Aquéréburu Wincislas, stagiaire catégorie B, Mle M/1051 BT, « pour fin de service ».

Afo Bagou, stagiaire catégorie B, Mle M/1179 BT, « pour fin de service ».

Tinguida Lamboni, milicien 2^e classe, Mle M/855 BT, « pour fin de contrat ».

Matakossi Alété, stagiaire catégorie B, Mle M/1103 BT, « par mesure disciplinaire ».

pour compter du 1^{er} mars 1945

Kodjo Assiba, stagiaire catégorie B, Mle M/1099 BT, « pour indécatesse ».

La gratuité du transport est accordée aux agents licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté N° 40 B.M. du :

22 janvier 1945. — Le garde de 2^e classe Ali Djato, N° Mle 1370, du peloton de Sokodé (subdivision de Bassari), décédé à Pessaré le 22 décembre 1944, est rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire à compter du 23 décembre 1944.

DIVERS**Bourses**

Par arrêté n° 19 E. du :

10 janvier 1945. — Une bourse d'études de Trente-six mille francs (36.000 francs) est accordée, pour l'année scolaire 1944-1945, à M. Johnson Patrice, étudiant en médecine à Alger,

Cette bourse est payable mensuellement et d'avance par le service administratif colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le directeur de ce service sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 décembre, 10 mars et 10 juin de la présente année scolaire.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

La dépense est imputable au budget local du Togo — chapitre XIII — article 8 — paragraphe 5 (bourses et allocations).

Par arrêté n° 33 E. du :

18 janvier 1945. — Une bourse d'études de Trente-six mille francs (36.000 francs) est accordée, pour l'année scolaire 1944-1945, à M. Franklin Robert Emmanuel, étudiant en P.C.B. à Alger.

Cette bourse est payable mensuellement et d'avance par le service administratif colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le directeur de ce service sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 mars et 10 juin de la présente année scolaire.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

La dépense est imputable au budget local du Togo — chapitre XIII — article 8 — paragraphe 5 (bourses et allocations).

Commandement indigène

Par décision n° 17 APA. du :

13 janvier 1945. — Est nommé à l'emploi de secrétaire de chef de canton dans la subdivision de Sokodé, le nommé Samson Pascal Mama, pour le canton de Cambolé.

Le secrétaire de canton Samson Pascal Mama aura droit au traitement mensuel de 300 francs.

Contraventions à la police des C. F. T.

Par décision n° 13 TPT. du :

10 janvier 1945. — Les fonctionnaires du Réseau des chemins de fer du Togo ci-après désignés sont chargés de constater les infractions à la police, à la sûreté et à l'Exploitation des chemins de fer du Togo :

M.M. Rosa Gustave, chef de section des chemins de fer de l'A.O.F., chef p. i. du service de la Voie;

Bugnard Marcel, chef de district ppal. des C.F.T.;

Marchi Pierre, chef de district ppal. des C.F. A.O.F.

Préalablement à toutes constatations, ces fonctionnaires prêteront le serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

Contributions directes**Commissions**

Par décision n° 8 CD. du :

10 janvier 1945. — Les commissions des contributions directes pour l'année 1945 sont composées comme suit :

Lomé (Commune-Mixte)

M.M. Sanvec Josiah
John Albert Mensah
Siaut
Bastard

Subdivision de Tsévié

M.M. Maglo Kokou Dogla
Nopégnon Somali
Fiawoo
Apényah John

CERCLE D'ANÉCHO

M.M. Kumako Mensah
Frédéric Body Lawson
Parbot
Prades

Subdivision de Klouto

M.M. Fia Koffi
Michel Apaloo
Hadjopoulos
Apaloo Mathias

Subdivision d'Atakpamé

M.M. Atchikiti Abassan
Reinhold Dossou
Rodier
Karambilas

Subdivisions de Sokodé et Bassari

M.M. Abdoulaye
Addedjouma
Achille Hungues
Lawson Edouard

Subdivision de Lama-Kara

M.M. Maman
Barcola
Ali Bodjona
Agboton

Subdivisions de Mango et Dapango

M.M. Nambiema
Kombate
Amadou Mandé
Missiaoua

Exonération de pénalité

Par arrêté n° 23 F. du :

11 janvier 1945. — M. Dueggah Joseph, agent spécial de Tsévié est exonéré de la pénalité de 120 frs, 80 par lui encourue pour défaut d'enregistrement d'un procès-verbal de vente de 4.295 francs en date du 27 mai 1944.

Il devra soumettre ledit procès-verbal à l'enregistrement dès réception du présent arrêté.

Interdiction de séjour — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 27 APA. du :

13 janvier 1945. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit, pendant une durée de cinq ans, pour compter du 3 avril 1945, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Abdoulaye, de la prison de Sokodé, âgé de 38 ans environ, né vers 1906, à Saméré (Dahomey), fils de feu Abdoulaye et de Gnon-go, cultivateur, domicilié à Katambara, condamné, à un an d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de séjour pour vol, par jugement du 16 octobre 1944 du tribunal criminel de Sokodé.

Par arrêté n° 28 APA. du :

13 janvier 1945. — Le nommé Alazi Mama, détenu à la prison de Sokodé, âgé de 39 ans environ, né vers 1905 à Niongbaudé (subdivision de Sokodé) fils de feu Mama et de feu Aizétou, cultivateur, demeurant à Bafilo, condamné à un an de prison et deux ans d'interdiction de séjour pour vol, par jugement du 29 avril 1944 du tribunal du premier degré de Sokodé, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision d'Atakpamé (cercle du centre), pendant une durée de deux ans, pour compter du 2 avril 1945, date d'expiration de sa peine de prison.

Justice

Par arrêté n° 26 APA. du :

13 janvier 1945. — La composition du tribunal du 1^{er} degré de Lama-Kara, pour l'année 1945 est modifiée comme suit :

M. Kézié, chef du canton de Kodjena-Haut, coutume cabraise, est nommé assesseur indigène près le tribunal de 1^{er} degré de Lama-Kara pour l'année 1945, en remplacement de Assi, chef du canton de Pya, décédé.

Textes publiés à titre d'information**Ecole d'infirmières sanitaires coloniales**

ARRETE MINISTERIEL (*Affaires sociales*) du 23 juin 1944.

LE COMMISSAIRE AUX AFFAIRES SOCIALES,

Vu le décret du 17 janvier 1944, fixant les attributions du Commissaire aux Affaires sociales;

Vu le décret du 27 juin 1922, relatif au brevet de capacité des infirmières professionnelles, modifié par le décret du 19 février 1923;

Vu le décret du 18 février 1938, portant institution des diplômes simple et supérieur d'infirmière ou d'infirmier hospitalier, d'assistant ou d'assistante de Service social de l'Etat;

Vu le décret du 12 juin 1944, relatif aux diplômes d'infir-

mier ou d'infirmière hospitalier et d'assistant ou d'assistante de Service social de l'Etat;

Vu l'arrêté du 8 novembre 1927, relatif au programme d'études pour les infirmières sanitaires et pour les infirmiers masseurs aveugles, et notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du 13 juin 1938, fixant les conditions d'agrément des Ecoles d'infirmiers ou d'infirmières, d'assistants ou d'assistantes de Service social;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — L'établissement ci-après désigné est agréé pour la durée des hostilités, dans le but de donner aux infirmières hospitalières diplômées de l'Etat, l'enseignement complémentaire nécessaire pour se présenter au diplôme d'Etat d'infirmière sanitaire coloniale :

Ecole d'infirmières sanitaires coloniales, à Dakar.

Alger, le 23 juin 1944.

Le Commissaire aux Affaires sociales,
TIXIER.

REGLEMENT

*de l'Ecole d'infirmières sanitaires coloniales
sise à Dakar (A.O.F.)*

ARTICLE PREMIER. — Une Ecole d'infirmières sanitaires coloniales est créée à Dakar pour la durée des hostilités.

Elle a pour but la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmière sanitaire coloniale aux infirmières déjà en possession du diplôme d'Etat d'infirmière métropolitaine et candidates à l'admission dans le cadre des Sages-Femmes et Infirmières coloniales.

ART. 2. — L'Ecole des infirmières sanitaires coloniales est placée sous l'autorité du Directeur de l'Ecole de Médecine de Dakar.

ART. 3. — Les professeurs sont nommés par le Directeur général de la Santé publique en Afrique occidentale française et sont choisis parmi les médecins des troupes coloniales en service dans les hôpitaux de Dakar. Ils doivent être agréés par le Commissaire chargé de la Santé publique.

ART. 4. — Les monitrices sont nommées par le Directeur général de la Santé publique de l'Afrique occidentale française. Elles sont choisies parmi les infirmières en service à Dakar et doivent être titulaires des diplômes d'Etat d'infirmière sanitaire et d'infirmière sanitaire coloniale. Elles doivent être agréées par le Commissaire chargé de la Santé publique.

ART. 5. — Un Conseil technique composé du Directeur de l'Ecole, des professeurs et des monitrices, donne son avis sur toutes les questions concernant l'enseignement.

Ce Conseil exerce les fonctions de Conseil de discipline.

ART. 6. — La liste des professeurs et monitrices est annexée au présent règlement.

Les changements pouvant survenir ultérieurement seront notifiés au Commissaire aux Affaires sociales par le Directeur du Service de Santé colonial.

ART. 7. — Pour être admises à suivre l'enseignement théorique et pratique donné à l'école, les postulantes doivent remplir les conditions suivantes :

- a) Etre âgée de 21 ans au minimum et de 30 ans au plus au 31 décembre de l'année d'entrée à l'école;
 b) Etre titulaire du diplôme d'Etat d'infirmière;
 c) Avoir satisfait à un examen médical constatant l'aptitude à servir aux colonies.

ART. 8. — En vue de leur admission les postulantes devront adresser au Médecin Général, Directeur du Service de Santé colonial, 2, place d'Isly, à Alger, un dossier comprenant :

- 1^o — Une demande qui devra pour les postulantes mineures être approuvée par les parents ou tuteurs;
 2^o — Un certificat de domicile et de nationalité française;
 3^o — Une copie de l'acte de naissance;
 4^o — Un extrait de casier judiciaire;
 5^o — Des renseignements sur le degré d'instruction générale et, s'il y a lieu, copie des diplômes universitaires;
 6^o — Copie du diplôme d'Etat d'infirmière hospitalière;
 7^o — Le certificat médical d'aptitude à servir aux colonies;
 8^o — Le cas échéant, les états de service antérieurs.

ART. 9. — Les élèves sont nommées infirmières de 5^e classe stagiaires pour compter du jour de leur mise en route pour Dakar.

Elles peuvent être licenciées soit au cours de leur stage, si leur tenue laisse à désirer ou si leur travail est jugé insuffisant, soit si en fin de stage elles n'obtiennent pas aux examens le nombre minimum de points indiqués à l'article 16.

Les demandes de licenciement sont adressées au Médecin Général, Directeur du Service de Santé colonial, par le Directeur général de la Santé publique de l'Afrique occidentale française, sur proposition motivée du Conseil de discipline.

ART. 10. — Les élèves licenciées ont droit au voyage de retour par mer jusqu'au premier port de débarquement en Afrique du Nord.

ART. 11. — La durée du stage est de cinq mois et la date de début en, sera fixée ultérieurement.

ART. 12. — L'enseignement est théorique et pratique (dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 8 novembre 1927).

L'enseignement pratique comprend :

a) Des stages pratiques :

Contagieux	1 mois
Maternité	2 —
Puériculture	2 —

b) Des travaux pratiques :

Désinfection et désinsectisation	30 séances
Prophylaxie au domicile des contagieux	30 —
Hygiène appliquée (procédés de fortune)	10 —
Préparation de médicaments et pansements (avec matériel de fortune)	10 —
Premiers soins	15 —

L'enseignement technique comprend :

- a) Soins aux contagieux et prophylaxie des maladies contagieuses 20 leçons

- b) Hygiène et pathologie tropicales 20 leçons
 c) Soins aux parturientes (notions de) 10 —
 d) Soins d'urgence 10 —
 e) Thérapeutique des principales affections tropicales (notions de) 10 —

ART. 13. — Les stages pratiques s'effectuent à l'Hôpital principal d'instruction et à la Maternité d'instruction de Dakar, au centre de Puériculture Brévié, à la polyclinique, ainsi qu'aux Services d'Hygiène scolaire et d'Hygiène de la ville.

ART. 14. — A la fin de leur stage, les élèves ayant satisfait à l'examen d'état d'infirmière sanitaire coloniale ont droit à un congé d'un mois à passer sur place et à l'issue duquel elles rejoignent leurs colonies d'affectation.

ART. 15. — Le livret de scolarité du type officiel est tenu à jour par le Directeur de l'Ecole. Les élèves y sont notées à la fin de chaque stage pratique par le médecin chargé du service où il a été effectué.

Après l'examen d'état, les notes obtenues sont reportées et le Directeur y ajoute une note d'ensemble après consultation des professeurs et des monitrices.

ART. 16. — A la fin du stage d'enseignement les élèves passent l'examen d'état comprenant les épreuves suivantes :

I. — EPREUVE ÉLIMINATOIRE

Examen du livret de scolarité :

Maximum	40 points
Elimination	20 —

II. — EPREUVE D'ADMISSIBILITÉ

a) Pratique (soins à un contagieux) :

Organisation des foyers de contagieux des mesures de prophylaxie incombant à l'infirmière et au désinfecteur	20 points
Opération réelle de désinfection à effectuer par des moyens de fortune	20 —
Soins à un malade atteint d'une affection relevant de la pathologie exotique	20 —
Soins d'urgence à un blessé avec des moyens de fortune	20 —
Soins à une femme enceinte, à une accouchée, à un nouveau-né, à un nourrisson	20 —
Préparation extemporanée d'un médicament d'urgence technique simple	10 —

b) Ecrit :

- 1^o — Symptôme, traitement, prophylaxie d'une maladie contagieuse des colonies 20 points
 2^o — Rapport au médecin sanitaire sur les mesures de prophylaxie prises d'urgence et à faire prendre en cas de suspicion de maladie épidémique dans un district indigène (procédés de fortune) 20 —

Total : 160 points.

Admissibilité à partir de 100 points.

c) Oral :

Morale	10 points
Hygiène générale	10 —
Anatomie, physiologie	10 —
Technique de l'art de l'infirmière	10 —
Total : 200 points.	
Admission à partir de 130 points.	

ÉCHELLE DES NOTES

Notation :

20,	parfait;
19, 18	très bien;
17, 16	bien;
15, 14	assez bien;
13, 10	passable;
9, 6	médiocre;
5, 1	mauvais;
0	nul.

Les élèves n'ayant pas obtenu le minimum de points exigé pour l'admission seront licenciées comme il est indiqué à l'article 10.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Préposé des douanes

Un arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F., en date du 9 janvier 1945 fixe ouverture d'un concours pour vingt places de préposés du cadre commun secondaire des Douanes.

Le concours aura lieu à Dakar, Conakry, Abidjan, Bobo-Dioulasso, Porto-Novo, Bamako et Niamey le 7 mai 1945.

Les candidatures et les dossiers seront reçus jusqu'au 24 mars 1945.

Pour tous renseignements, s'adresser au Bureau du Personnel à Lomé.

Gardes-frontières

Un concours pour l'emploi de garde-frontière sera ouvert à Lomé (Togo) le 5 avril 1945.

Le nombre de places mises au concours est fixé à dix-huit.

Les conditions d'admission sont celles fixées par l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes-frontières (Voir J.O. Togo 1933, page 610).

Les demandes d'inscription et les dossiers seront adressés à Monsieur le Commissaire de la République à Lomé avant le 5 mars 1945.

Pour tous renseignements, s'adresser au Bureau du Personnel à Lomé.

Infirmiers vétérinaires

Un concours pour cinq places d'infirmiers vétérinaires sera ouvert à Lomé le 19 avril 1945.

Sont admis à concourir, les candidats réunissant les conditions fixées par l'arrêté n° 413/P du 7 août 1944 modifiant l'article 3 de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du territoire du Togo (Voir J.O. Togo 1944 — page 399).

Les demandes d'inscription et les dossiers seront adressés à Monsieur le Commissaire de la République à Lomé avant le 19 mars 1945.

Pour tous renseignements, s'adresser au Bureau du Personnel à Lomé.

Agents de police

Un concours pour dix places d'agents de police sera ouvert à Lomé le 26 avril 1945.

Sont admis à concourir les candidats réunissant les conditions fixées par l'arrêté n° 183/P du 8 avril 1944 créant au Togo un cadre local subalterne d'agents de police (Voir J.O. Togo, page 225).

Les demandes d'inscription et les dossiers seront adressés à Monsieur le Commissaire de la République à Lomé avant le 24 mars 1945.

Pour tous renseignements, s'adresser au Bureau du Personnel à Lomé.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente Immatriculation, à mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1294, déposée le 17 janvier 1945 Maître Raymond Viale, profession d'avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire de Monsieur Adjété Adjévi Govina, charpentier, demeurant et domicilié à Anécho, suivant procuration en date du 18 novembre 1944 a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère, comptant de quelques cocotiers d'une contenance totale de 46 ares 66 centiares situé à Anécho, quartier Adjido cercle d'Anécho et borné à l'est par Agossavi, au nord par Kouaovi Dossouvi, à l'ouest par Abraham Tchékouvi Ayitévi, et au sud par un passage non dénommé allant vers le cimetière.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Adjété Adjévi Govina et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,
BERLIE.